

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

LÉGALISATION DES SIGNATURES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 20 novembre 1922, à 3 heures 1/2

PAR

Jacques MERCIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. DEMOGUE, professeur

Suffragants :

{	MM. PIÉDELIEVRE, professeur
	HUGUENEY, professeur

PARIS

JOUVÉ ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

—
1922

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA

LÉGALISATION DES SIGNATURES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 20 novembre 1922, à 3 heures 1/2

PAR

Jacques MERCIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. DEMOGUE, professeur

Suffragants :

}	MM. PIÉDELIÈVRE, professeur
	HUGUENY, professeur



PARIS

JOUE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

—
1922

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LÉGALISATION DES SIGNATURES

Tandis que les actes privés ont besoin d'être vérifiés en justice, lorsqu'ils sont déniés par la personne à qui on les oppose, et le soin d'intenter cette procédure de vérification incombe au demandeur, au contraire l'apparence de l'acte authentique suffit pour que l'authenticité de celui-ci puisse être présumée. Ces actes se prouvent par eux-mêmes — *acta probant se ipsa*. Si la personne à laquelle on l'oppose croit que l'acte est revêtu d'une signature fausse, elle devra intenter une procédure spéciale — la procédure du faux incident civil.

L'acte authentique fait même foi contre les tiers; d'après l'article 1319 du Code civil, « l'acte authentique fait pleine foi de la convention qu'il renferme entre les parties contractantes et leurs héritiers ou ayant cause »; de plus, cette authenticité d'où découle cette force probante est indivisible et rend l'acte opposable à tous.

Il semblerait donc logique et conforme au bon sens que cet acte de valeur absolue n'ait plus besoin d'aucune mention de quelque sorte que ce soit, ait la force la plus probante qui existe et cependant il y a certains cas où l'on demande à la partie qui va se servir d'un acte authentique une formalité de plus : la légalisation.

Voici quelques définitions de cette formalité, dans l'ancien droit et dans le droit moderne :

Denisart : *Dictionnaire verbo légalisation*. — La légalisation est un certificat donné à la suite d'un acte par un magistrat qui atteste que les signatures des officiers dont

l'acte est souscrit sont véritables et que l'on doit y ajouter foi.

Rollant de Villargues : *Dictionnaire verbo légalisation*. — Attestation donnée par un fonctionnaire public ayant mission à cet effet de la vérité des signatures apposées à un acte et des qualités de ceux qui l'ont fait ou expédié.

Merlin définit ainsi celle-ci :

Définition. — Attestation que donne un fonctionnaire public de la vérité des signatures apposées sur un acte, ainsi que des qualités de ceux qui l'ont fait ou reçu afin qu'on y ajoute foi dans un autre pays.

Cruchon : *Légalisation des actes privés et spécialement des procurations pour plaider devant certains tribunaux de commerce*. — Certification des signatures des fonctionnaires publics ou des citoyens possédant un certain caractère public et de leurs qualités, donnée et signée par un fonctionnaire public sous la garantie de son sceau et en vertu d'une loi.

Mais à plus forte raison si on exige la légalisation pour un acte authentique *dans les cas que nous examinerons plus tard*, demandera-t-on la même formalité pour les actes sous seings privés. Qu'est-ce qu'un acte sous seing privé ? La définition la plus générale serait : Tout acte qui n'est pas authentique est sous seing privé. Tout ce qui n'est pas acte judiciaire, extra-judiciaire, acte notarié, acte d'état-civil, acte administratif, est sous seing privé, aussi bien, correspondances qu'actes uni-latéraux ou bi-latéraux. et pour lesquels on a fait autant d'originaux que de parties en cause.

En effet, pour ces sortes d'actes, cette formalité de la légalisation ou, si on aime mieux, de l'attestation par une personne connue, de l'exactitude et de la véracité d'une ou de plusieurs signatures, semblerait toute indiquée; puisque ces signatures n'ont qu'une valeur toute relative,

étant l'expression de la personnalité de simples particuliers.

La signature apposée au bas de ces actes n'a pas la valeur de celles qui sont apposées sur des actes authentiques et est regardée avec méfiance par la loi. La formalité de la légalisation doit-elle intervenir pour fournir à cette catégorie d'actes l'authenticité qui lui manque ? est-elle obligatoire ou facultative ? Autant de questions qu'il importe de résoudre.

Examinons d'abord les origines de cette formalité et depuis quand elle existe.

D'après Guyot (*Dictionnaire verbo légalisation*) c'est un usage qui s'est introduit. Aucune loi ne l'a présenté et on ne sait pas quand ni comment on a pris l'habitude d'user de cette formalité. On trouve pour la première fois en 1323 au trésor des Chartes une copie des Statuts des tailleurs de Montpellier délivrée par deux notaires royaux de la même ville, au bas de laquelle sont deux légalisations datées de 1323, la première donnée par le juge royal de Montpellier, la seconde par l'official de Maguelonne.

La légalisation n'existe à cette époque que pour les actes authentiques, Guyot en donne la définition suivante : Attestation fournie par un officier public de la vérité des signatures apposées à un acte, ainsi que des qualités de ceux qui l'ont fait ou reçu, afin qu'on y ajoute foi dans un autre pays; la légalisation est destinée à donner force obligatoire à un acte qui sera utilisé hors du ressort de l'officier public qui l'a reçu.

Elle évite une enquête que l'on ferait pour constater la qualité et la signature du notaire, greffier ou autre officier public qui a reçu l'acte. Guyot donne des détails au sujet des différents actes qui doivent être légalisés et des fonctionnaires qui accomplissent cette formalité. Nous reviendrons plus loin sur ces légalisations à propos de

chaque catégorie d'actes. Ne parlons maintenant que des actes qui devraient être revêtus d'un visa d'un fonctionnaire dans l'ancien droit et qui maintenant en sont dispensés.

D'après Guyot (*Dictionnaire verbo légalisation*), « les actes émanés d'officiers publics ecclésiastiques, tels que curés, vicaires, desservants, vice-gérants, greffiers, notaires, procureurs apostoliques et autres officiers de cette qualité, peuvent être légalisés par les supérieurs ecclésiastiques de ceux-ci, tels que évêques, archevêques, l'un de ses grands vicaires, ou son official et une telle légalisation est valable non seulement à l'égard des autres supérieurs ou officiers ecclésiastiques, mais aussi à l'égard de tous les officiers séculiers royaux ou autres, parce que l'évêque et ses préposés sont compétents pour attester à toutes sortes de personnes l'authenticité des actes émanés des officiers ecclésiastiques que personne ne peut mieux connaître que l'évêque, son official ou ses grands vicaires ».

Nous allons indiquer maintenant quelles catégories d'actes doivent être légalisés, par qui cette formalité doit être remplie.

D'abord les actes notariés.

ACTES NOTARIÉS

D'après Pothier, il n'y a pas besoin de visa ni de légalisation pour rendre les actes notariés exécutoires hors du ressort où ils ont été passés. Voici ce que dit Pothier à ce sujet : les actes par devant notaires, même par devant les subalternes, c'est-à-dire les notaires des seigneurs, sont exécutoires par tout le royaume — même chose rapportée par Brissaud (*Histoire Droit privé*, p. 557) — l'ordonnance de 1539, article 6, met néanmoins cette restriction à l'égard des subalternes pourvu que, au temps de l'obli-

gation, la partie qui s'est obligée soit demeurante au lieu de la juridiction.

D'après Guyot, c'est le lieutenant civil qui légalise les actes passés par les notaires au Châtelet — on peut penser que cette légalisation n'a lieu que dans les cas cités par Pothier, lorsque la partie qui s'est obligée n'est pas demeurante au lieu de la juridiction ou lorsque l'acte doit être utilisé dans un autre pays, ce qui cadre d'ailleurs bien avec la définition de la légalisation donnée par Guyot : « formalité servant à donner foi à un acte dans un autre pays. »

En Lorraine, l'article 20 du titre : « Des lieutenants généraux des bailliages » de l'ordonnance du duc Léopold, du mois de novembre 1707, indique à qui incombera la légalisation des actes des notaires et tabellions :

« La légalisation des actes des notaires et tabellions sera faite par le lieutenant général seul qui y apposera le petit sceau des sentences dont il a la garde et percevra pour toutes choses la somme de deux francs, le sceau y compris; mais dans les lieux où il y aura prévôté ayant juridiction avec le bailliage, le droit de légalisation appartiendra au prévôt, à l'égard des actes des notaires et tabellions établie dans l'étendue de la prévôté et qui auront été reçus par-devant lui pour raison desquels il percevra un franc, le sceau y compris, à la réserve néanmoins de ceux qui seront résidents dans le lieu de l'établissement du bailliage dont la légalisation appartiendra au lieutenant général quoiqu'il y ait prévôt établi. »

« Dans les autres contrées, les actes reçus par les officiers de justice seigneuriale, tels que les notaires, peuvent être légalisés par le juge seigneurial de la justice où ces officiers sont immatriculés pour que le juge supérieur puisse en connaître; mais s'il s'agit de faire valoir l'acte auprès d'autres officiers que le juge supérieur, il faut une deuxième légalisation donnée par celui-ci. Si ce juge supé-

rieur est un juge de seigneur, cette légalisation ne rend l'acte authentique que dans son ressort; si cette deuxième légalisation est donnée par un juge royal, l'acte devient authentique dans tout le royaume.

« Les actes émanés d'officiers publics royaux sont légalisés par le juge royal du lieu où ces officiers ont leur résidence, lorsqu'on veut les rendre authentiques hors du lieu de la résidence des officiers qui les ont reçus. On peut aussi les faire légaliser par les officiers municipaux des villes où les officiers royaux ont leur résidence. »

Il peut même y avoir plusieurs légalisations superposées lorsqu'on veut faire connaître l'authenticité d'un acte dans les pays étrangers; outre la légalisation ordinaire que l'on peut y apposer pour le rendre authentique, on le fait encore légaliser pour plus grande sûreté par l'ambassadeur, envoyé, consul, résident, agent ou autre ministre de l'Etat dans lequel on veut faire valoir l'acte.

La Révolution a modifié ces coutumes; les résolutions sur le notariat des 6 ventémiaire et 23 frimaire an VIII portaient que l'empreinte du cachet du notaire tiendrait lieu de légalisation pour constater la qualité et la vérité de la signature de celui-ci dans toute l'étendue de la République; mais l'article 28 de la loi du 25 ventôse, an XI, demande un acte matériel de légalisation; il est ainsi rédigé : — les actes notariés seront légalisés — savoir ceux des notaires, à la résidence des tribunaux d'appel lorsqu'on s'en servira hors de leur ressort, et ceux des autres tribunaux lorsqu'on s'en servira hors de leur département.

La légalisation sera faite par le président du tribunal de première instance de la résidence du notaire ou du lieu où sera délivré l'acte ou l'expédition.

En ce qui concerne les notaires siégeant au chef-lieu d'une Cour, leurs actes seront légalisés soit par le président du tribunal du lieu de leur résidence, soit par le président

du lieu où l'acte est passé. Cette alternative n'a pas d'inconvénient puisque chaque président du tribunal est censé connaître la signature du notaire qu'il doit légaliser. En effet, la loi du 25 ventôse an XI, article 49, a pris soin de demander aux notaires le dépôt d'un exemplaire de leurs paraphes ou signatures.

Les notaires de première classe devront déposer leurs paraphe et signature dans chaque greffe du tribunal de première instance du ressort de cette Cour — ainsi les présidents de tribunaux du ressort de la Cour pourront légaliser la signature du notaire siégeant au chef-lieu de la dite Cour, puisqu'il leur suffira de comparer la signature qu'ils doivent légaliser avec celle qui a été déposée au greffe au moment de l'entrée en charge du notaire.

En ce qui concerne les notaires de deuxième et troisième classe, siégeant soit dans les chefs-lieux d'arrondissements, soit dans les chefs-lieux de cantons ou de communes, leurs paraphes et signatures doivent être déposés dans tous les greffes des tribunaux de première instance du département. Sans doute, les présidents des tribunaux de première instance ne peuvent uniquement légaliser que les signatures des notaires siégeant dans leur ressort. Cependant, le dépôt des signatures dans tout le département, a pour but de rendre les actes notariés exécutoires dans l'ensemble de celui-ci et sans légalisation.

En résumé, la légalisation de la signature des notaires siégeant au chef-lieu d'une Cour d'appel sera exigée lorsque l'acte devra être utilisé en dehors du ressort de cette Cour, légalisation qui sera effectuée par l'un ou l'autre des présidents dépendant de la dite Cour.

En ce qui concerne les notaires de deuxième et troisième classe, la légalisation ne sera exigée que si l'acte doit être exécuté hors du département.

Ajoutons que l'article premier de la loi du 2 mai 1861 en vue d'éviter les déplacements onéreux auxquels don-

naient lieu les légalisations, a décidé que les juges de paix qui ne siègent pas au chef-lieu du ressort d'un tribunal de première instance seraient autorisés à légaliser concurremment avec le président du tribunal les signatures des notaires résidant dans leur canton. Pour lui permettre d'exécuter cette fonction, les notaires doivent déposer leurs signatures et paraphes aux greffes des justices de paix de leurs cantons (Art. 2, loi du 2 mai 1861; Dalloz, 1861: 4. 54).

Les actes notariés qui doivent être légalisés sont les brevets, grosses expéditions, mais non les minutes destinées, sauf de rares exceptions, à rester dans l'étude du notaire qui a instrumenté.

CERTIFICATS DE VIE

Le certificat de vie est un acte par lequel un fonctionnaire public compétent atteste l'existence d'un individu.

Merlin les définissait ainsi : Actes par lesquels le juge ordinaire de la résidence d'un rentier viager ou toute autre personne autorisée par la loi atteste l'existence de ce rentier pour l'avoir vu et lui avoir parlé dans le jour. D'après Dalloz (*verbo* certificats de vie) ils peuvent être délivrés en ce qui concerne les rentes sur particuliers par les présidents des tribunaux de district ou les juges en faisant fonction et par les maires de la commune du créancier. Toutefois, cette disposition n'a pas enlevé aux notaires le droit qui leur appartenait autrefois exclusivement de délivrer des certificats de vie.

En ce qui concerne les rentes et pensions à la charge de l'Etat ou des établissements publics, le droit de délivrer des certificats de vie appartenait exclusivement aux notaires désignés à cet effet par le chef de l'Etat (décret du 21 août 1806), puis par l'ordonnance du 30 juin 1814,

ce droit fut accordé à tous les notaires de Paris et une ordonnance du 6 juin 1839 accorda même à tous les notaires indistinctement le droit de délivrer des certificats de vie.

En vertu d'une loi du 29 décembre 1885, les présidents des tribunaux de première instance et les juges de paix légalisent encore, conformément aux règles posées par l'article 28 de la loi du 25 ventôse an XI et par la loi du 2 mai 1861 ci-dessous visés, les certificats de vie des rentiers viagers et des pensionnaires de l'Etat délivrés par les notaires. Auparavant, la légalisation était donnée par les préfets et sous-préfets.

Il convient d'indiquer comment sont légalisés les certificats de vie des rentiers et pensionnaires domiciliés aux colonies ou à l'étranger.

Les certificats de vie des rentiers viagers et pensionnaires de l'Etat domiciliés dans les colonies sont délivrés par les notaires, à charge de se conformer aux dispositions du décret du 21 août 1806.

Ils sont légalisés à la fois par le président du tribunal du ressort et par le ministre de la Marine.

Les certificats de vie des rentiers viagers résidant hors de France peuvent être délivrés indifféremment soit par nos ambassadeurs, envoyés et consuls dans les pays qu'ils habitent, soit par les magistrats ou les notaires ou autres officiers publics locaux ayant qualité à cet effet, à charge dans le second cas de les faire légaliser par les agents diplomatiques ou consulaires français établis dans l'étendue du territoire de la puissance sous la domination de laquelle se trouve le lieu de résidence des rentiers viagers ou à défaut par les ambassadeurs et chargés d'affaires à Paris de la puissance étrangère (ord. 30 juin 1814, art. 4; 20 mai 1816, art. 1 Circ. min. affaires étrangères, 26 mars 1834).

Pour les rentiers ou pensionnaires de l'Etat, la com-

pétence des magistrats ou officiers publics locaux est limitée au cas où le domicile du créancier est éloigné de plus de six lieues de la résidence des ambassadeurs, envoyés ou consuls (ord. 30 juin 1814, art. 4).

D'après le décret du 26 juin 1882, rapporté au Dalloz 1883. 4. p. 42, les certificats de vie à produire par les pensionnaires de la Caisse des invalides de la Marine résidant en pays étranger doivent être établis suivant les dispositions du décret du 21 août 1806 ci-dessous visé. Ces certificats ne seront admis que revêtus de la légalisation des agents diplomatiques ou consulaires français et la signature de ces agents sera elle-même légalisée par le ministre des Affaires étrangères.

CERTIFICATS DE PROPRIÉTÉ

La signature du notaire, du juge de paix ou du greffier qui a délivré le certificat de propriété doit être légalisée (loi 28 floréal an VII, art. 6; Instruction ministérielle 1^{er} mai 1819, art. 36 : Dalloz, *Verbo Certificats de propriété*).

Toutefois, lorsque les notaires délivrent le certificat, la légalisation de leurs signatures n'est nécessaire que suivant les distinctions déjà indiquées et établies par l'article 28 de la loi du 25 ventôse an XI.

JUGEMENTS

Les jugements ne sont pas, comme les actes notariés, soumis à la formalité de la légalisation.

(Dalloz, *Verbo Jugements*, n° 649; Glasson et Colmet-Daage, t. II, p. 240).

Il n'en était pas de même dans l'ancien droit; les

jugements devaient être légalisés dans certains cas. Dans l'ouvrage de Brissaud (*Histoire du Droit privé*), nous trouvons des renseignements sur cette obligation à l'époque féodale, le principe de l'indépendance seigneuriale avait pour effet de limiter la force exécutoire d'un jugement au ressort du juge qui l'avait émis.

Pour le ramener à exécution ailleurs, il fallait se munir d'un ordre du juge local, ordre qui n'était guère délivré sans nouvel examen de l'affaire, de sorte que tout était remis en question. Le droit monarchique ne rompit pas complètement avec cette règle traditionnelle comme la logique et la bonne administration de la justice l'auraient voulu.

Les sentences ne pouvaient être exécutées en dehors du ressort du juge qui les avait rendues *sans lettres de pareatis* délivrées par le grand sceau ou par les chancelleries des parlements ou encore sans la permission du juge local, assez vaine formalité, puisque ces lettres étaient délivrées sans qu'on prît connaissance de la cause.

Il ne faut pas confondre cette formalité du *pareatis* avec la légalisation. D'après Thubeuf (th. Paris, 1894, t. XXIV), le *pareatis* puisait sa raison d'être dans les limites des souverainetés judiciaires, tandis que la légalisation, d'après le même auteur, n'était qu'une mesure de publicité; le *pareatis* donnait à l'acte une force exécutoire nouvelle, la légalisation n'avait qu'une vertu **probatoire**.

Comment Pothier définit-il cette formalité du *pareatis*? Dans son *Traité de procédure civile* (2^e partie, p. 199), on appelle *pareatis* du grand sceau, écrit-il, des lettres obtenues en la chancellerie par lesquelles le roi mandait au premier huissier ou sergent sur ce requis, de mettre tel arrêt ou jugement à exécution; à défaut de *paraetis* du grand sceau, il faut un *pareatis* pris en la chancellerie du parlement dans le ressort duquel on le veut faire exécuter, ce *pareatis* le rend exécutoire par tout le ressort.

Il suffit même, lorsqu'on ne veut faire exécuter le jugement que dans un seul lieu, de prendre une simple permission du juge du lieu au bas d'une requête.

Suivant l'édit de Charles IX de 1554 et la déclaration de 1666, les sentences consulaires s'exécutent sans visa ni pareatis; il en est de même des jugements rendus par la conservation de Lyon, suivant l'article 9 de l'édit du mois de mars 1669.

Dans l'ouvrage de Tambour (sur les *Voies d'exécution*, t. II, p. 173) on lit quelques détails sur le pareatis accordés aux sentences des ecclésiastiques.

L'exécution des sentences ecclésiastiques avait rencontré quelque résistance de la part des cours laïques. Le clergé s'en plaignit et sur ses remontrances fut rendue en février 1560 une ordonnance enjoignant aux juges royaux de prêter main-forte à l'exécution des sentences des juges ecclésiastiques implorant le bras séculier sans pouvoir prendre connaissance des jugements dont l'exécution était requise.

Il y avait discussion chez les auteurs pour savoir si le juge laïque devait ou non prendre connaissance des causes qui lui étaient présentées, — une ordonnance d'Auvergne en 1695, en défendant aux juges séculiers de prendre connaissance des causes, porte que l'exécution de celles-ci aura lieu sans qu'il soit besoin de prendre pour ce fait aucun pareatis de nos juges ni de ceux de nos seigneurs ayant justice. Cependant, l'arrêt de la Grande Chambre du 1^{er} décembre 1774 voulait que la permission du juge laïc fut donnée pour permettre ces exécutions. Cet arrêt rapporté par Pothier (même ouvrage) a déclaré nulle la saisie-exécution et la vente des meubles d'un curé faite en vertu d'une sentence de condamnation rendue par un official, avec défense à tout huissier de mettre à exécution les sentences du juge d'église sans permission préalable du juge laïc.

Le même auteur rapporte l'explication du mot *pareatis* donné par Pothier, il signifiait « obéissez ». C'était un ordre donné d'exécuter une sentence.

On voit que ce visa sert à la fois à étendre l'authenticité d'un acte, et à obtenir en quelque sorte un titre exécutoire, ce qui est, comme on le verra, un effet bien plus considérable que celui donné par la légalisation.

Cette formalité du visa ou *pareatis* est appréciée par Colmet-Daage dans son ouvrage.

C'étaient des mesures fiscales qui coûtaient cher aux particuliers et une perte de temps.

Il me semble que c'était surtout une mesure politique. Les juges royaux devaient, pour bien démontrer leur supériorité par rapport aux seigneurs et aux officiers ecclésiastiques, délivrer leur visa pour permettre l'exécution du jugement. Actuellement, les jugements sont exécutés dans toute l'étendue du territoire sans aucune formalité nouvelle.

L'article 547 du Code de procédure civile le prescrit dans ces termes : « Les jugements rendus et les actes passés en France seront exécutoires dans tout l'Empire sans visa ni *pareatis*, encore que l'exécution ait lieu hors du ressort du tribunal par lequel les jugements ont été rendus ou dans le territoire duquel les actes ont été passés ».

Nous avons déjà vu que sans doute tous les actes sont exécutoires en France, mais certains doivent être revêtus d'une formalité spéciale : la légalisation.

En ce qui concerne les jugements émanant des tribunaux étrangers, ils ne peuvent recevoir leur exécution en France que s'ils sont légalisés. Inversement, la légalisation est nécessaire pour permettre l'exécution des jugements français à l'étranger (Dalloz, *Verbo Légalisation*).

En effet, les jugements étrangers ne produisent pas hypothèque judiciaire et ne peuvent être exécutés en France

tant qu'ils n'ont pas été rendus exécutoires par un tribunal français.

La formule exécutoire est rendue au nom de souverain ou du peuple souverain et ne peut être utilisée hors des frontières de l'Etat (Code civil, art. 2123; C. proc. civ., art. 546).

Aussi les tribunaux français examinent-ils à nouveau le jugement rendu à l'étranger.

Il s'agit de rechercher s'ils examinent le fond ou la forme du jugement et d'indiquer les quelques traités diplomatiques passés à ce sujet avec les puissances étrangères.

D'après le droit commun, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas d'accords diplomatiques, le juge français doit d'abord examiner si le jugement rendu à l'étranger respecte les principes du droit des gens et du droit public, les règles d'ordre public et de morale reconnues par la législation française.

L'exequatur devra être refusé, ensuite, lorsque le jugement sera en contradiction avec une sentence antérieurement rendue et sur la même question par la juridiction française et lorsqu'il y aura chose jugée. C'est ce qui a eu lieu dans une espèce sur laquelle la Cour de cassation a statué par un arrêt du 18 novembre 1891 (Dalloz, 1893. 1. 313).

Annotant un arrêt d'Aix du 11 juillet 1881, le professeur Labbé écrivait : « En général, quand on demande aux tribunaux français de donner force exécutoire à des décisions émanées de tribunaux étrangers, le litige n'a pas été précédemment tranché par un tribunal français. Il en était tout autrement dans la cause présente. La justice française avait été saisie, elle avait statué, il était impossible à la justice française d'accorder force exécutoire à des jugements étrangers dont les décisions étaient diamétralement opposées à des décisions antérieures passées en

force de chose jugée rendus par des tribunaux français » (rapporté par arrêt de Dalloz, 1893. 1. 313 déjà sus-visé).

Le tribunal français doit encore rechercher si les règles de la compétence contenues dans les traités ou la législation du pays ont été bien observées, si on s'est adressé à l'Etat compétent pour obtenir justice et si la juridiction qui a statué était compétente soit *ratione materiae*, soit *ratione loci*.

C'est là une question de compétence interne pour laquelle il y a lieu de se conformer aux lois de procédure spéciales à l'Etat étranger.

Les juges ont encore à examiner si le défendeur a été régulièrement appelé et mis en demeure de se défendre devant le juge étranger (Douai, 17 mars 1900, Dalloz, 1901. 2. 140).

La question de savoir si les juges doivent examiner de nouveau le fond du jugement rendu à l'étranger a été vivement controversée.

Une première opinion veut que les juges s'abstiennent d'entrer dans l'examen du fond; il ne leur appartiendrait pas d'examiner ce point de vue et de réviser la décision des juges étrangers (Douai, 17 mars 1900, Dalloz, 1901. 2. 140).

En faveur de cette thèse, on peut soutenir que juger est le fait de tous; particuliers ou tribunaux peuvent rendre des jugements, la qualité d'étranger dans un juge n'est pas une raison suffisante pour suspecter son jugement.

Ce principe est supposé vrai par les articles 2123 du Code civil et 546 du Code de procédure civile, car ces articles confient aux tribunaux français le soin de rendre exécutoires les sentences émanées des juridictions étrangères, et il ne peut être question de revêtir de la force exécutoire que des décisions ayant déjà la force de chose jugée.

D'après un deuxième système, il faudrait distinguer

entre le cas où il s'agit de l'exécution d'un jugement rendu entre étrangers, et le cas où le jugement a été rendu entre un Français et un étranger.

Dans la première hypothèse, ce système refuse au juge français le droit de révision. Dans la deuxième hypothèse, il n'y aura pas lieu à révision si le jugement étranger a été rendu en faveur du Français. Si le Français a été condamné, on admet qu'il y a lieu à révision (Daloz, 1896. 2. 23, arrêt du 21 nov. 1895).

Ce système a comme raison d'être la méfiance envers les tribunaux étrangers dont on redoute la partialité envers les Français (Douai, 22 déc. 1863; Paris, 22 avril 1864; Sirey, 1865. 2. 60).

Enfin, un troisième système maintenant admis par la jurisprudence (D., 92. 1. 609), admet la révision au fond dans tous les cas. L'exequatur ne peut qu'être accepté ou refusé.

Le juge n'a pas le droit de modifier le jugement. Cette façon de procéder a un grand inconvénient. En effet, ce n'est pas l'exequatur d'un jugement étranger qui est accordé en France, c'est un nouveau jugement français qui va être exécuté.

Quelques traités diplomatiques ont modifié ces règles en ce qui concerne certains Etats étrangers.

D'après le traité franco-belge du 8 juillet 1899 (D., 1900. 4. 50), les tribunaux de chacun des deux pays contractants ne doivent soumettre à aucune révision au fond les jugements rendus dans l'autre pays. Ils accorderont l'exequatur à la condition :

1^o Que la décision ne soit pas contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elle est invoquée;

2^o Qu'elle soit passée en force de chose jugée suivant les lois du pays où elle est rendue;

3^o Que les parties aient été légalement citées, représentées ou défaillantes;

4^o Que le jugement émane d'un tribunal compétent d'après les règles posées par le traité lui-même.

D'après le traité franco-suisse du 18 juillet 1828 interprété par la convention du 15 juin 1869 (D. 70. 4. 6), les jugements rendus en France ou en Suisse sont exécutoires dans l'autre pays sans examen nouveau au fond.

Le tribunal français ne peut refuser l'exécution que dans les cas suivants :

1^o La décision émane d'une juridiction incompétente;

2^o Elle a été rendue sans que les parties aient été dûment appelées et légalement représentées ou défaillantes;

3^o Les règles du droit public en France s'opposent à ce que la décision y reçoive son exécution.

Nous n'entrons pas dans de plus amples détails.

La Convention franco-sarde du 24 mars 1760 maintenue entre la France et l'Italie par la déclaration du 11 septembre 1860 est contestée en Italie, n'ayant pas été signée par le roi.

D'après ces accords diplomatiques, les jugements rendus par l'un quelconque des deux pays sont exécutoires dans l'autre sans nouvel examen au fond. Les cas où cependant l'exequatur pourrait être refusé sont les mêmes que ceux prévus par la convention franco-suisse précitée.

Il n'y a pas que les jugements passés à l'étranger qui doivent être légalisés, les actes reçus à l'étranger destinés à être utilisés en France doivent être revêtus de cette formalité, ils doivent être légalisés à l'étranger par les agents diplomatiques ou consuls français et visés en France au ministère des Affaires étrangères (ordonnance 20 mai 1818, art. 2).

La légalisation par nos agents diplomatiques ou consulaires à l'étranger ne peut être remplacée par une légali-

sation en France d'un agent de la nation sur le territoire de laquelle l'acte a été passé. C'est ce qui a été jugé par la Cour de Colmar par l'arrêt du 1^{er} avril 1862 (Dalloz, 1863. 2. 159). C'est seulement à défaut d'agent diplomatique ou consulaire français dans le pays où l'acte est rédigé, que la légalisation peut être donnée en France par les ambassadeurs ou chargés d'affaires de ce pays, avec le visa du ministre des Affaires étrangères (même arrêt).

Les actes concernant les Français qui ont été passés à l'étranger devant le chancelier du consulat de France, doivent être légalisés par le consul français dont la signature est elle-même légalisée par le ministre des Affaires étrangères de France.

Inversement, les actes passés en France et destinés à être utilisés à l'étranger doivent être légalisés par le garde des Sceaux dont la signature est légalisée par celle du ministre des Affaires étrangères, qui est elle-même certifiée par l'ambassadeur ou le consul du pays où l'acte doit être exécuté.

Ces formalités ont été simplifiées et réduites à la légalisation par le président du tribunal ou le juge de paix dans nos rapports avec certains pays; c'est ce qui a été fait par une convention du 28 décembre 1867 (Dalloz, 1868. 4. 9) entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg relative aux actes à produire pour contracter mariage; par une déclaration analogue du 18 octobre 1879 (Dalloz, 1880. 4. 71) entre la France et la Belgique.

ACTES D'ÉTAT CIVIL

Nous avons encore à examiner une autre catégorie d'actes authentiques : les actes de l'état civil.

Les copies doivent-elles être légalisées ?

D'après l'ancien article 45 du Code civil, texte de la

loi du 30 novembre 1906, toute personne pourra, sauf l'exception prévue par l'article 57, se faire délivrer par les dépositaires des registres de l'état civil des copies des actes inscrits sur les registres. Les copies délivrées conformes aux registres et légalisées par le président du tribunal de première instance ou par le juge qui le remplacera feront foi jusqu'à inscription de faux.

Résulte-t-il de ce texte que la loi exige la légalisation de toutes les copies d'actes d'état civil ?

Les auteurs sont divisés sur ce point.

D'après une première opinion, la légalisation serait nécessaire dans tous les cas sans aucune distinction. C'est en ce sens que se prononcent Aubry et Rau, t. I, p. 331 et 65; Duranton, t. I, n° 299; Demolombe, t. I, n° 317; Baudry-Lacantinerie et Hugues Fourcade, t. I, n° 838; mais, suivant certains autres auteurs qui se basent sur la discussion au Conseil d'Etat, la légalisation ne serait nécessaire qu'autant que l'extrait serait produit devant le tribunal d'un autre arrondissement (Toulier, I, 307; Favard, *Rép. actes de l'état civil*, sect. I et I n° 7). Cette opinion semble avoir été suivie dans la pratique et a été adoptée par une circulaire du ministre de la Justice du 8 septembre 1848.

La loi du 9 août 1919 a non seulement consacré cette interprétation, mais elle est même allée beaucoup plus loin dans le même sens; elle n'exige la légalisation que lorsqu'il y aura lieu de produire les copies d'actes d'état civil devant les autorités étrangères, sauf conventions internationales contraires.

Remarquons que ces copies pour lesquelles on n'exige pas la légalisation, font foi jusqu'à inscription de faux, c'est-à-dire qu'elles sont considérées comme des actes authentiques.

On légalise également les actes émanés d'officiers pu-

blics des Finances, comme les certificats, quittances, procès-verbaux des commis, receveurs, directeurs et préposés dans les tribunaux du roi; et cette légalisation est donnée par les officiers supérieurs des Finances, tels que les receveurs généraux, trésoriers généraux, etc., selon la nature des actes qu'il s'agit de rendre authentiques hors du lieu de la résidence des officiers qui les ont reçus (Guyot, *Dictionnaire, verbo légalisation*, p. 32).

Actuellement, les trésoriers-payeurs généraux légalisent les actes des agents placés sous leurs ordres. Quant aux signatures des autres agents des administrations financières, elles sont légalisées par leurs supérieurs hiérarchiques (Block, *Dict. administration*).

Il n'y a donc rien de changé.

Actuellement, les recteurs d'académie légalisent les brevets de capacité pour l'instituteur primaire délivrés dans leur ressort.

Les préfets et sous-préfets légalisent sans frais les actes des agents inférieurs de l'administration.

Les actes que le sous-préfet peut légaliser sont énumérés à l'article 6 du décret du 13 avril 1861 (D., 1861. 4. 51).

Certificats d'indigence, certificats de bonne vie et mœurs, certificats de vie, libération du service militaire, pièces destinées à constater l'état de soutien de famille (Voir avis Conseil d'Etat, 26 nov. 1919, rapporté par Block, *Dictionnaire de l'Administration française, Verbo Légalisation*).

Les actes des fonctionnaires sont généralement légalisés par leurs supérieurs hiérarchiques; il y a cependant à cela des exceptions.

Ainsi, la signature du ministre des Colonies est légalisée par le gouverneur de chaque colonie (lettre du garde des Sceaux, 16 mars 1837, rapportée par Block, *Verbo Légalisation*).

Celle du ministre des Affaires étrangères par l'agent

diplomatique de la puissance sur le territoire de laquelle l'acte légalisé doit être produit (Voir ci-dessous).

CERTIFICATION DE SIGNATURES PAR LES AGENTS DE CHANGE

Il est nécessaire que nous disions ici un mot des certifications de signatures faites par les agents de change à l'occasion des transferts d'action et spécialement des transferts de rentes sur l'Etat.

Nous savons que les agents de change ont pour principale fonction de négocier les valeurs mobilières pour le compte d'autrui et d'en constater le cours (C. comm., art. 76). Cette dernière attribution leur a été exclusivement réservée en vertu du texte précité.

La négociation une fois opérée, un transfert intervient.

Le transfert est un acte constatant la transmission d'un effet nominatif ou sa conversion en un titre au porteur au moyen d'une mention sur le Grand Livre de la Dette publique, lorsqu'il s'agit de rentes sur l'Etat, ou sur les registres d'une Société lorsqu'il s'agit de titres émis par cette Société.

En ce qui concerne le transfert des rentes sur l'Etat, l'arrêté du 25 prairial an X décide que le transfert doit être fait au trésor public en présence d'un agent de change de la Bourse de Paris qui certifie l'identité du propriétaire, la vérité de la signature et des pièces produites.

La garantie de l'agent de change ne l'engage que pendant cinq ans (article 16). L'arrêté de prairial a été confirmé avec modification par la loi du 20 juin 1885 (article, unique), d'après laquelle les déclarations et certifications de transferts de rentes sur l'Etat doivent être dressés, signés et scellés dans les bureaux de l'agent de change négociateur et déposés ensuite au Trésor. La modification consiste en ceci que, tandis qu'avant la loi de 1885 la

certification des signatures était donnée aux bureaux du Trésor, depuis cette loi, la certification est donnée sur pièces par l'agent de change.

L'agent de change est responsable personnellement de l'identité du propriétaire, de la vérité des signatures et des pièces produites.

Cette responsabilité des agents de change a été étendue aux agents de change des départements par la loi et l'ordonnance du 14 avril 1819 qui ont créé dans chaque département un livre auxiliaire de la dette publique. D'après cette ordonnance, article 6, le transfert était effectué dans chaque chef-lieu de département en présence d'un agent de change ou à défaut d'un notaire qui certifiaient l'identité du propriétaire, la vérité de la signature et des pièces produites. En plus, il y avait un émargement sur le livre auxiliaire à l'article correspondant.

Les mutations autres que les ventes avaient lieu et ont toujours lieu sur la production d'un certificat de propriété dans les formes prescrites par la loi du 28 floréal an VII.

Cette loi et cette ordonnance ont été abrogées en partie par l'article 10 de la loi de finances du 24 décembre 1896 ainsi libellé :

« A partir du 1^{er} janvier 1897, il ne sera plus inscrit aucune rente nouvelle aux livres auxiliaires des trésoreries générales. Ces livres seront fermés dans chaque département au fur et à mesure que toutes les inscriptions y figurant annuellement auront été reportées au Grand Livre de la Dette publique tenu à Paris. »

Le décret du 24 décembre 1896 décide que, à partir du 1^{er} janvier 1897, les agents de change près les bourses départementales pourvues de parquet pourront certifier les transferts des inscriptions nominatives et mixtes lorsque ces transferts auront pour objet la délivrance d'inscriptions nominatives, et un autre article du même décret veut que les nominations qui motivent ces transferts soient effec-

tuées par les soins de l'agent comptable du Grand Livre à Paris au vu des certificats de transfert et des titres.

La loi du 11 juin 1909 a déclaré en son article unique (Dalloz, 1909. 4. 105), que les déclarations et certifications de transfert et inscriptions de rentes sur l'Etat sont dressées, signées et scellées dans les bureaux d'un agent de change exerçant près d'une bourse pourvue d'un parquet qui vérifiera la régularité de la négociation.

Toutefois, les agents de change exerçant près la Bourse de Paris peuvent seuls certifier tous les transferts, les agents de change exerçant près les autres bourses ne pouvant certifier que les transferts ayant pour objet la délivrance d'inscriptions nominatives.

Ce sont donc les agents de change près les bourses de province pourvues de parquet qui opèrent les certifications et qui en prennent la responsabilité, quoique les transferts soient opérés à Paris.

Un jugement du tribunal civil de la Seine du 13 février 1907, s'inspirant d'un arrêt de la Chambre des requêtes du 14 décembre 1898, a décidé :

« Qu'un transfert intervenu dans les conditions sus-indiquées dépossède définitivement et irrévocablement le propriétaire originaire de la rente ainsi transférée; que les textes précités attribuent aux dits fonctionnaires et agents de change départementaux le pouvoir d'effectuer et de consommer l'opération dont s'agit sous leur responsabilité personnelle et sans aucune intervention de l'administrateur de la Dette inscrite, non plus que d'aucun agent de change de Paris; »

« Que l'agent de change de Paris qui négocie une rente dotale antérieurement transférée conformément au décret du 24 décembre 1896 et à la circulaire du 26 décembre 1896 ne connaît pas et ne peut pas connaître l'origine des rentes transférées à son nom au moyen des opérations effectuées par le trésorier-payeur général de province,

agent comptable des transferts agissant sur la réquisition des époux dotaux et sur la certification de l'agent de change de province; qu'en effet si d'une part le transfert est opéré sans que l'agent de change de Paris y ait aucunement participé et si le dit agent de change entre en possession d'un titre à son nom, ne faisant pas mention du nom du cédant et lui permettant la négociation de la rente, d'autre part le trésor s'est toujours formellement refusé à faire connaître aux agents de change de Paris bénéficiaires de transferts certifiés par les agents de change départementaux les noms des titulaires dépossédés, de même qu'à leur donner communication des pièces jointes à ces transferts; qu'il résulte de ces constatations qu'aucune faute ne peut être relevée à la charge de l'agent de change de Paris lorsque le emploi de la rente dotale transférée dans les conditions ci-dessus mentionnées n'a pas été effectué régulièrement. »

Donc, dans le cas de négociations près les bourses départementales, les agents de change près ces bourses seront responsables des transferts aux termes de l'arrêté de prairial.

Il faut maintenant rechercher quelle est la responsabilité de l'agent de change qui certifie l'identité du propriétaire, la vérité de la signature et des pièces produites.

Avant l'arrêté de prairial, c'était le trésor public qui supportait la responsabilité des erreurs d'identité de personnes.

Depuis le dit arrêté, l'agent de change fut substitué à l'Etat dans sa responsabilité.

Mais la garantie donnée par l'agent de change ne pesait pas très lourdement sur lui, car, d'une part, à cette époque, au moment de l'arrêté de prairial, les vendeurs et acheteurs de rentes sur l'Etat étaient à peu près concentrés à Paris, ce qui rendait la vérification facile et par

ailleurs la procuration donnée à l'agent de change était établie sur acte authentique, ce qui ne supprimait pas la responsabilité de l'agent de change, mais ce qui rendait plus rares les falsifications et les erreurs et ce qui permettait à l'agent de change de se retourner contre le notaire.

La loi et l'ordonnance du 14 avril 1819 ont facilité les négociations de rentes sur l'Etat en permettant aux personnes intéressées de négocier leurs titres sans se mettre personnellement en rapport avec un agent de change de la Bourse de Paris.

Les receveurs généraux, aujourd'hui trésoriers-payeurs généraux, ont été autorisés à opérer pour le compte des particuliers les ventes et achats de rentes que ceux-ci jugeaient à propos de leur confier.

Le 5 mars 1823, une ordonnance royale autorisa l'emploi des procurations sous seing privé, mais seulement pour la vente des rentes de moins de 50 francs.

Cette mesure diminua la garantie de l'agent de change, mais les rentes de 50 francs étaient si peu nombreuses que l'inconvénient avait peu d'importance.

Le décret du 6 février 1862 admit que les transferts d'inscriptions de rentes directes ou départementales puissent s'opérer tant à Paris que dans les départements par la production de procurations sous seings privés légalisées par les maires (arrêt Chambre des requêtes, conclusions de l'avocat général Réverchon, du 11 juillet 1876, D. 77. 1. 25).

L'agent de change peut donc être saisi par procuration sous seings privés ou par procuration authentique. Le grand inconvénient des procurations sous seings privés est que l'agent de change est exposé à être responsable définitivement des erreurs d'identité contenues dans le transfert.

Si la procuration est sous seings privés, légalisée par

le maire, celui-ci pourra être poursuivi personnellement par l'agent de change (voir plus bas); cependant, il peut toujours arriver que le maire ne soit pas solvable.

Si la procuration est authentique, l'agent de change sera encore poursuivi, car l'arrêté de prairial an X est applicable même aux transferts opérés en vertu d'un acte authentique, aussi bien qu'à ceux opérés en vertu d'une procuration sous seings privés (Cour d'appel Rouen, 10 février 1904. *Dr. financier*, 1904, p. 362).

Mais il pourra exercer tel recours que de droit contre l'officier public qui aurait dressé des actes contenant des mentions fausses ou erronées (Cour de cassation, arrêt du 24 février 1903, arrêt de Viel Castel contre Sargenton; *Droit financier*, 1903, p. 145).

Il pourrait aussi exercer un recours, le cas échéant, contre l'établissement de crédit qui lui aurait remis les pièces fausses (Cour d'appel Paris, 25 mai 1906. *Dr. financier*, 1906, p. 502).

Il est sans recours contre le Trésor, l'arrêté du 27 prairial an X ayant eu pour but de substituer la responsabilité de l'agent de change à celle de l'Etat. La responsabilité de l'Etat serait toutefois engagée solidairement avec celle de l'agent de change si celui qui se serait frauduleusement approprié la rente serait un employé du Trésor.

Le recours contre le notaire ne pourrait s'exercer que dans le cas où l'identité du mandant n'aurait pas été certifiée par des témoins, dans lequel cas le notaire pourrait se retrancher derrière l'article 11 de l'ordonnance du 25 ventôse an XI et l'agent de change serait obligé de poursuivre les témoins à peu près toujours insolubles (Cour de cassation, 18 nov. 1885, Dalloz, 1886, p. 398).

Cependant, si le notaire, au moment de délivrer une première fois une procuration, a fait intervenir deux témoins, cette intervention des témoins ne saurait le couvrir

ultérieurement, et sa responsabilité, lorsqu'il délivrera d'autres procurations, restera pleine et entière.

Ceci a été jugé souverainement par la Chambre des requêtes de la Cour de cassation le 2 mai 1922 (journal *Le Droit*, 7 octobre 1922).

Les inconvénients des procurations sous seings privés étaient apparues depuis longtemps; aussi, une délibération de la Chambre syndicale des agents de change du 11 octobre 1875 aboutit-elle à refuser les procurations sous seing privé et à n'accepter que les procurations authentiques sans certification de témoins.

Après l'arrêt de Vielcastel contre Sargenton, une circulaire confidentielle de la Chambre syndicale des agents de change transmise aux agents de change, leur recommanda de n'accepter que des procurations authentiques.

La responsabilité de l'agent de change est de cinq ans.

Cette responsabilité s'applique sans qu'il y ait lieu de distinguer s'il y a faute ou non en ce qui concerne l'identité du propriétaire, la vérité de la signature et des pièces produites (Cour de cassation, 5 août 1912. *Dr. financier*, 1912, p. 596 et suiv.).

Mais si l'agent de change a commis une faute dans des matières qui n'intéressent pas l'identité du propriétaire, par exemple, s'il a aliéné une valeur dotale qui ne pouvait l'être qu'à charge de remploi déterminé par une clause expresse et claire du contrat de mariage; si, s'agissant d'une rente grevée de substitution, il n'a pas fait état de la mention apparente qui accuse la condition du titre (arrêt Cassation, 26 mars 1900. D. 1901. 1. 489), dans ce cas, la responsabilité de l'agent de change sera celle du droit commun, soit trente ans (Voir *Droit financier*, 1912, p. 587 et 588).

En ce qui concerne cette prescription de cinq ans, elle commence à courir non du jour où les parties ont fait leurs déclarations devant le dit agent de change, puisque le

fait générateur de la responsabilité de celui-ci ne s'est pas encore produit, mais du jour où le transfert est opéré par le Trésor (Cour d'appel Paris, 25 mai 1906. *Dr. financier*, 1906, p. 502).

La loi de prairial ne s'applique qu'aux transferts de rentes sur l'Etat. Le texte est inapplicable à tout autre transfert fait par un agent de change (Req., 10 déc. 1878, D. 79.1.288, cité par la *Revue de Droit civil*, 1917, p. 432). Il est inapplicable aux actions de la Banque de France ou à toutes autres valeurs (Req., 1878, D. 79.1.288).

Dans ce cas, la responsabilité de l'agent de change est celle du droit commun; il ne pourrait pas être poursuivi que par application de l'article 1382 du Code civil.

Si l'agent de change est définitivement condamné, que doit-il restituer ?

Il est justement condamné à fournir des titres nominatifs en quantité égale aux titres convertis, alors même qu'un grand nombre de titres mis au porteur pourraient être retrouvés soit entre les mains du faussaire, soit entre les mains du tiers à qui celui-ci les avait donnés en gage (Req., 11 déc. 1878, précité. D. 1879.1.288).

Si le propriétaire dépouillé produit à la faillite de celui qui a disposé de ses titres l'étendue du préjudice dont l'agent de change doit réparation est égal à la différence entre les valeurs du titre augmenté des arrérages et le montant du dividende touché dans la faillite (27 nov. 1900. D. 1902.1.473).

La personne lésée peut de plus obtenir des dommages-intérêts proportionnés.

Quant à l'acheteur de la rente qui est de bonne foi, il ne peut jamais être forcé de restituer l'inscription qui lui a été transférée que moyennant le remboursement du prix d'achat lorsque le titre de rente a été perdu ou volé (art. 2279 et 2280 Code civil).

Les agents de change ont encore d'autres certifications et légalisations à effectuer; d'après le décret du 7 octobre 1890, art. 76, « ils peuvent délivrer toutes les certifications et légalisations autres que celles déterminées ci-dessus, qui comporteraient, d'après les statuts des établissements qui les ont émises, les opérations diverses relatives aux valeurs mobilières ». Par exemple, ils peuvent donner des certifications pour des retraits de dépôts de titres.

On voit la grande différence entre la certification de signatures et la légalisation proprement dite. La légalisation n'est qu'une formalité administrative qui donne à l'acte sur lequel elle est apposée un pouvoir plus étendu, tandis que cette certification de signatures est une formalité nécessaire sans laquelle le transfert ne pourrait pas avoir lieu.

Nous venons d'examiner s'il convenait de légaliser les signatures des officiers publics, actes notariés, actes judiciaires, actes d'état civil, certificats de vie, certificats de propriété; d'étudier la certification des signatures des négociateurs de rentes sur l'Etat par les agents de change. Il convient d'étudier maintenant la question de la légalisation des actes sous seings privés, — qui pourrait avoir la mission de légaliser ces actes et dans quelle mesure celui-ci peut-il accepter de se prêter à cette formalité ou de s'y refuser ?

L'article 11 du décret des 6 et 25 mars 1791, relative-ment à l'organisation judiciaire, porte : « la légalisation des actes ne sera point faite, les certificats de vie ne seront pas donnés par le juge de paix; la légalisation sera faite, les certificats seront donnés gratuitement par les présidents de tribunaux de district ou ceux des juges qui en feront les fonctions.

« Dans les chefs-lieux où sont établis soit les tribunaux, soit les administrations de district, les maires feront les

légalisations et donneront les certificats de vie concurremment avec les présidents des tribunaux, mais seulement sur les actes des officiers publics ou pour les citoyens qui seront domiciliés dans la commune. »

Le premier membre de phrase ne contient pas l'énumération de ces actes que les présidents des tribunaux de district doivent légaliser; *quant à la deuxième partie de la phrase* — dans les chefs-lieux, etc... — elle signifie que dans les chefs-lieux de district où sont établis soit les tribunaux, soit les administrations de district, les maires feront les légalisations seulement sur les actes des officiers publics ou pour les citoyens domiciliés dans la commune et donneront les certificats de vie concurremment avec les présidents des tribunaux. Ce texte ne vise expressément que les maires des communes où siège un tribunal ou une administration de district, et pourtant il est indubitable que tous les maires possèdent à cet égard la même attribution. Il semble donc que le droit d'attester la vérité des signatures de leurs administrés leur appartienne plutôt en vertu d'une tradition, d'un usage généralement admis que par l'effet de la volonté formelle du législateur.

Remarquons qu'on ne peut guère interpréter ce texte de loi autrement qu'on ne l'a fait. On ne peut tout de même pas admettre que les présidents de tribunaux ont pouvoir de légaliser les actes des citoyens domiciliés dans la commune. D'après cette loi, les magistrats n'ont que le pouvoir de donner des certificats de vie. Quelles qualités auraient-ils pour cela ? Ils ne connaissent nullement, en tout cas bien moins que le maire, les signatures des simples particuliers.

ACTES SOUS SEINGS PRIVÉS QUI DOIVENT ÊTRE LÉGALISÉS

Il reste donc acquis que les maires sont qualifiés pour légaliser les actes sous seings privés et de fait, quand une

loi ou un règlement leur ordonnent de le faire, ils doivent se conformer aux ordres reçus sous l'autorité de l'administration supérieure et ce en vertu de la loi du 18 juillet 1837 et de l'article 91 de la loi sur l'organisation municipale du 6 avril 1884, d'après lesquelles les maires sont chargés sous l'autorité de l'administration supérieure des fonctions spéciales qui leur sont attribuées par les lois. De fait, à une circulaire du 27 juillet 1900 signée du préfet de la Seine, était jointe une liste d'actes d'intérêt plus ou moins général que les maires devaient légaliser.

1^o Pièces à produire à la chancellerie pour transmission d'offices ministériels;

2^o Demande en réhabilitation présentée par un condamné;

3^o Demande en dispense pour mariages entre parents et alliés au degré prohibé;

4^o Demande en dispense pour mariages de mineurs de quinze ou dix-huit ans;

5^o Pétitions au Sénat et à la Chambre (règlement du Sénat, art. 95; règlement de la Chambre, art. 61);

6^o Déclaration de candidature à un mandat législatif (loi 17 juillet 1889, art. 2);

7^o Protestation contre l'élection d'un sénateur, d'un député, conseiller général d'arrondissement ou municipal;

8^o Demande d'admission aux examens de l'Université (arrêté ministériel, 8 avril 1890, art. 1);

9^o Demande d'admission aux concours pour les écoles nationales;

10^o Autorisation de se présenter à ses examens et concours accordés par le père ou le tuteur;

11^o Livret scolaire délivré par un chef d'établissement libre (même arrêté, art. 7);

12^o Notes délivrées par les professeurs particuliers aux candidats élevés dans leurs familles;

13° Engagement par les parents de payer les frais d'études dans certaines écoles nationales;

14° Engagement décennal pour dispense du service militaire (Décr. 23 nov. 1889, art. 8);

15° Consentement du père, mère, tuteur, engagement volontaire d'un mineur;

16° Demande de sursis ou de dispense du service militaire (décr. 23 nov. 1889);

17° Engagement relatif aux terrains compris dans une zone militaire (décr. 10 août 1853, art. 28);

18° Engagement par les parents de subvenir aux besoins d'un candidat pendant la durée du surnumérariat dans divers ministères;

19° Observations présentées sans l'intermédiaire d'un avocat au tribunal des conflits (ord. 17 déc. 1821, art. 5);

20° Requête et observations au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation quand le ministère d'un avocat n'est pas obligatoire;

21° Pouvoir pour représenter en justice quand le ministère d'un avoué n'est pas obligatoire, devant un jury d'expropriation;

22° Pouvoir à un avoué pour produire dans un ordre ou dans une distribution par contribution;

23° Pouvoir à l'effet d'assister à un conseil de famille et à une assemblée de créanciers au cas de faillite ou de liquidation judiciaire;

24° Exemplaires certifiés conformes des journaux dans lesquels sont insérées des annonces judiciaires et légales;

25° Mainlevée d'opposition formée entre les mains de comptables et fonctionnaires publics;

26° Procurations destinées aux négociations d'inscriptions de rentes sur l'Etat opérées par l'intermédiaire des trésoriers-payeurs généraux, en ce qui concerne les emprunts de la ville, demandes de conversion, transfert, remboursement, renouvellement de titres;

27° Pouvoir pour opérer les retraits de fonds de la Caisse des dépôts et consignations, et autres caisses publiques;

28° Pouvoir pour retirer des lettres chargées ou recommandées ou toucher le montant de mandats-postes ou de mandats télégraphiques;

29° Demande en délivrance d'un duplicata de caisse d'épargne perdu;

30° Demande en remboursement et procuration à fin de remboursement d'un livret de caisse d'épargne;

31° Procuration pour représenter à l'assemblée générale d'une association syndicale autorisée et en général tous actes et pièces dont la légalisation est exigée par un représentant de l'autorité publique. Et quelques autres cas indiqués au hasard;

Procurations pour agir devant les commissions cantonales chargées de statuer sur les dommages de guerre (loi de 1919);

Demande en dommages de guerre (même loi);

Déclaration du propriétaire de valeurs françaises au porteur perdues faite à l'établissement débiteur indiquant la perte des dites valeurs (loi du 5 avril 1915). Cette légalisation peut être faite par le maire ou par un officier ministériel ou même par le commissaire de police (à Paris seulement).

Toutefois, si les maires doivent légaliser ces actes-là, il est bien entendu qu'ils doivent prendre les précautions nécessaires pour n'être pas trompés sur l'authenticité des signatures (Avis du Conseil d'Etat du 22 avril 1831, comité de l'intérieur et du commerce, rapporté par Morgand, *De la légalisation des signatures par les Maires* (Mélanges).

Quelles sont ces précautions? Une circulaire du ministre de l'Intérieur du 11 octobre 1824, visée par l'avis précédemment cité, exige que chaque signature soit appo-

sée en la présence du maire ou du moins que deux témoins de lui connus attestent la sincérité de celles-ci. Il faut que l'honorabilité de ceux-ci soit notoire.

ACTES SOUS SEINGS PRIVÉS ORDINAIRES

Si les maires sont qualifiés pour légaliser les actes sous seings privés qui présentent un intérêt quelque peu général, peuvent-ils affirmer l'authenticité des signatures apposées au bas d'actes purement privés, d'un intérêt exclusivement privé ?

Trois systèmes résolvent différemment la question. D'après le premier, *les actes sous seings privés ne doivent pas être légalisés.*

Dans notre ancien droit, en effet, on ne trouve pas la légalisation apposée sur un acte sous seing privé.

Denisart définit ainsi cette formalité : On nomme légalisation un certificat donné à la suite d'un acte par un magistrat qui atteste que les signatures des officiers dont l'acte est souscrit, sont véritables et que l'on doit y ajouter foi.

Il n'est pas question là d'actes sous seings privés.

C'est en 1807 que paraît avoir été soulevée pour la première fois la question de savoir si les maires ont ou non le droit de légaliser les actes sous seings privés. Le grand juge, ministre de la Justice, auquel avait été adressée par la Chambre des Notaires de Paris une réclamation contre les maires qui accordaient cette légalisation, n'hésitait pas à faire connaître au préfet de la Seine (lettre du 26 décembre 1807) que la légalisation du maire ne conférant aux actes sous seings privés qu'une authenticité imaginaire, il lui paraissait indispensable de l'interdire surtout pour les actes non enregistrés. Par suite de cette décision, le préfet (circulaire du 18 janvier 1808) invita

les maires de Paris à s'abstenir strictement à l'avenir de légaliser des actes sous signatures privées et il étendit expressément cette prohibition même aux actes enregistrés.

Un arrêt de la Cour de cassation du 17 mai 1858 (Dalloz 1858. 1. 212) est ainsi rédigé : « Attendu que suivant le droit commun, la légalisation n'est exigée que relativement aux actes de fonctionnaires ou officiers publics dont elle a pour objet de certifier les signatures; que lorsque l'acte est sous seing privé, cette formalité serait inutile puisque celui-ci à qui on l'oppose peut le dénier ou ne pas le reconnaître; que de tels actes ne faisant pas pleine foi et n'ayant pas le caractère exécutoire par eux-mêmes ne sont susceptibles d'exécution forcée qu'après que les conventions ou autres faits qu'ils énoncent ont été vérifiés ou confirmés par jugement. » Il résulte de cet arrêt que d'après la Cour de cassation la légalisation des actes sous signatures privées est une formalité inutile, puisque les signataires de ces actes sont déjà protégés par la loi.

Dans le *Journal des communes*, tome II, pages 176 et suivantes, il est développé l'idée que la légalisation n'est pas une formalité destinée aux signatures apposées au bas des actes sous seings privés.

Formalité inutile, disait la Cour de cassation; formalité qui ne convient pas à cette catégorie d'actes, est-il écrit dans ce journal : « La légalisation est l'attestation de la vérité des signatures apposées à un acte et de la qualité des officiers publics qui l'ont reçu ou expédié. » La légalisation ne crée pas, elle atteste, constate simplement l'authenticité préexistante de la signature.

Par conséquent, l'acte souscrit par un officier public peut seul être légalisé, un acte sous seing privé ne peut recevoir cette formalité, car on entend par acte sous seing

privé l'acte passé entre particuliers dont la signature n'a aucun caractère d'authenticité.

M. Gustave Cruchon dans son opuscule : *Des légalisations des actes privés et spécialement des procurations pour plaider devant certains tribunaux de commerce*, est d'avis que les maires ne doivent pas légaliser les actes sous seings privés, d'intérêt purement privé. Il analyse l'article 11 du décret des 6 et 27 mars 1791 (dont il a déjà été question dans la présente thèse). Je cite de nouveau le texte de cet article : « Dans les chefs-lieux où sont établis soit des tribunaux, soit des administrations de district, les maires feront les légalisations et donneront des certificats de vie concurremment avec les présidents de tribunaux, mais seulement sur les actes des officiers publics ou pour les citoyens qui seront domiciliés dans la commune. »

M. Cruchon prétend qu'il faut lire ce texte de cette manière : « *Les maires feront les légalisations seulement sur les actes des officiers publics* et donneront les certificats de vie pour les citoyens qui sont domiciliés dans leurs communes. »

D'ailleurs, dira-t-on, à quoi bon cette légalisation, puisque même légalisé, l'acte peut, dans tous les cas, être susceptible d'une procédure en vérification d'écriture.

Donc, d'après ce système, les actes sous seings privés ne peuvent pas être légalisés. Cependant, tous n'admettent pas qu'il soit interdit aux maires de légaliser les actes sous seings privés.

Deuxième système. — Un deuxième système tout à l'extrême du premier prétend que les maires sont tenus de légaliser les actes sous seings privés et se basent sur la nécessité pour ceux qui contractent sous signatures privées d'avoir une garantie sur l'individualité de leurs co-contractants.

Cette garantie sera donnée par la légalisation.

Un avis du Conseil d'Etat rapporté par Favard de Langlade dans son *Répertoire* sous le mot *légalisation* (avis du 26 novembre 1819) et rapporté également par Morgand dans son *Etude de la légalisation par les Maires* (mélanges) est favorable à cette thèse.

Voici les passages intéressants de celui-ci :

Le Conseil d'Etat...

Attendu que dans la plupart des communes, personne ne peut aussi bien que le maire certifier les signatures des habitants, que s'il leur était interdit de le faire, la faculté laissée aux citoyens par le Code civil de passer des actes sous signatures privées deviendrait en quelque sorte illusoire, est d'avis que, alors même que les actes sous signatures privées contiendraient quelque clause répréhensible, la légalisation par les fonctionnaires des divers degrés de l'ordre administratif n'emporte nullement l'approbation de l'acte lui-même... Qu'enfin l'administration a fait tout ce qu'elle doit dans l'intérêt de ses administrés si au moment où l'acte est présenté à la légalisation, elle les prévient des pièges qu'on pourrait leur tendre et dans l'intérêt de la société si obligée malgré ses observations de légaliser un acte qu'elle croit répréhensible, elle le défère au procureur du roi qui poursuivra s'il y a lieu.

Il résulte de ce texte que le maire doit légaliser les signatures qu'on lui présente, que sa légalisation n'a que la valeur d'une simple certification de signature et doit être donnée par ce magistrat pour être utile à ses concitoyens.

Si dans les auteurs anciens il n'est pas question de la légalisation des actes sous seings privés, c'est parce que cette catégorie d'actes était très rare à cette époque; en effet, les actes sous seings privés devaient être rédigés personnellement par ceux qui les signaient et l'instruction générale étant très peu étendue, ils étaient dans l'incapacité de le faire.

Troisième théorie. — Entre ces deux théories extrêmes, il y a place pour une troisième.

Un avis du Conseil d'Etat du 22 avril 1831, donné par les comités de l'intérieur et du commerce, porte que toutes les fois qu'il s'agit d'un acte sous seings privés, de la délivrance d'un certificat de vie, ou si l'on veut de toutes pièces ayant un caractère légal d'utilité, les maires ne peuvent refuser de légaliser les signatures des habitants de la commune, en prenant toutefois les précautions nécessaires pour n'être point trompés sur leur authenticité, mais que ceux-ci peuvent refuser les légalisations qui leur sont demandées pour certifier des signatures apposées à des écrits qui n'ont aucun but d'utilité judiciaire et administrative et à plus forte raison lorsqu'ils peuvent porter préjudice à des tiers.

Les écrits qui n'ont aucun but d'utilité judiciaire ou administrative sont sans doute ceux qui ont un intérêt purement privé; pour ceux-là, le maire peut à volonté accepter ou refuser de légaliser. On peut toutefois demander ce que signifie « actes portant préjudice à des tiers ». Un acte sous seing privé, pourvu qu'il ait date certaine, est opposable aux tiers et leur fait toujours tort.

Les partisans du premier système se basent, pour prétendre que les maires ne doivent pas légaliser les actes privés, sur ce fait que dans l'ancien droit les légalisations n'étaient faites que pour les signatures d'officiers publics.

Il est facile de répondre à cette affirmation que toutes les définitions de l'ancien droit ne peuvent pas mentionner les légalisations d'actes privés, car à cette époque, comme il a déjà été dit au cours de cette étude, cette catégorie d'actes était extrêmement rare.

Quant à l'interprétation donnée par M. Cruchon de la loi des 6-25 mars 1791, elle est beaucoup trop absolue. Rappelons celle que nous avons déjà donnée : « Les maires

feront les légalisations seulement sur les actes des officiers publics ou pour les citoyens domiciliés dans la commune. »

C'est-à-dire que les maires sont qualifiés pour légaliser les signatures des citoyens domiciliés dans leur commune.

D'après cette loi, les maires ont cette faculté, mais ne sont pas obligés de procéder à cette formalité, et ici nous réfutons les arguments des partisans du deuxième système, d'après lequel les maires devraient légaliser tous les actes sous seings privés. Cette loi se borne à permettre aux maires de procéder à cette formalité sans en faire pour eux une obligation.

Nous résumons donc notre opinion par les termes de l'avis du Conseil d'Etat du 11 avril 1833, rapporté par Morgand page 21. *Dans le cas où les lois, règlements ou instructions administratives ne leur prescrivent pas de légaliser les signatures, les maires peuvent, selon les circonstances, donner ou refuser leur légalisation. Ils ont toute latitude à cet égard.*

Le maire peut si bien refuser après examen de légaliser une signature que à la question de savoir si ce fonctionnaire peut ou doit refuser la légalisation d'une signature donnée au blanc-seing, le comité de l'école des communes, dans une consultation fort bien motivée et publiée dans le recueil de 1860, page 35, répond qu'un maire doit refuser la légalisation des blancs-seings.

Une signature en blanc ne présentant ni forme, ni apparence d'actes, ne fournit aucune des indications nécessaires pour apprécier le plus ou moins d'opportunité de la légalisation. Ce qui est impossible quand la signature n'est précédée d'aucun écrit.

Il nous faut examiner maintenant quels sont les fonctionnaires qui peuvent légaliser en qualité de maire,

quelles sont les personnes dont la signature pourra être légalisée et comment elle pourra être donnée.

Le droit reconnu aux maires appartient non seulement au maire lui-même, mais aussi à quiconque en remplit les fonctions, notamment d'après la loi du 5 mai 1855, article 4, à l'adjoint ou au conseiller municipal chargé de l'administration municipale. En cas d'absence, de suspension, de révocation ou tout autre empêchement, le maire est provisoirement remplacé dans la plénitude de ses fonctions par un adjoint.

Cette opinion a contre elle un jugement du tribunal d'Issoudun du 12 juin 1850 (Dalloz 1852. 2. 153), d'après lequel le maire ne peut être remplacé par son adjoint que dans le cas d'absence inopinée, non dans le cas d'absence connue d'avance.

Le jugement heurte les termes de la loi de 1884 d'après lequel l'adjoint ou tout conseiller municipal inscrit remplace le maire toutes les fois que celui-ci est absent et pour la plénitude de ses fonctions.

De même, le maire absent de sa commune ne peut pas légaliser. Le fait seul de son absence le dessaisit entièrement de ses attributions qui passent à son substitut légal.

Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements municipaux, comme Paris et Lyon, le maire d'un arrondissement ne peut légaliser la signature d'une personne résidant dans un autre arrondissement. Cette solution a été donnée par un jugement du Tribunal de commerce de Paris du 30 juin 1830 (affaire Duseaux) (Dalloz, *Dictionnaire, verbo huissier*, n° 18).

Le maire ne peut-il légaliser que « la signature des « citoyens » domiciliés dans la commune », expression qui se trouve dans l'article 2 de la loi du 6 mars 1791. Il n'en est rien. Il peut légaliser la signature des femmes et des mineurs. Certaines instructions préfectorales, notamment

la circulaire du préfet de l'Yonne du 13 mai 1877 (recueil des actes administratifs de la préfecture de l'année 1877, p. 137), ont recommandé aux maires de ne légaliser les signatures apposées sur des pétitions par des femmes mariées qu'autant qu'elles justifieraient du consentement de leur mari. Cette exigence nous semble excessive. Le rôle des maires se borne à affirmer que la signature émane bien de telle ou telle personne.

COMMISSAIRES DE POLICE

A côté des maires qui légalisent, il y a d'autres fonctionnaires qui légalisent également les actes sous seings privés : ce sont les commissaires de police. On a contesté aux commissaires de police tout droit de légalisation. Cette opinion nous paraît exagérée. Sans doute, les commissaires de police ne peuvent être appelés à légaliser les signatures des actes authentiques, le législateur ayant désigné les officiers publics à qui appartient cette légalisation. Mais il nous semble incontestable que les commissaires de police ont, en leur qualité d'officiers publics, le pouvoir de certifier ou attester concurremment avec les maires, les signatures des citoyens domiciliés dans leur résidence. Il existe en effet en dehors des cas prévus par la loi, diverses circonstances où il est nécessaire de certifier la vérité de la signature des particuliers. Si un employé a besoin de produire une attestation, un ouvrier un certificat de son chef d'atelier ou de directeur d'une usine, un particulier un pouvoir sous signatures privées, la signature des chefs, maîtres ou particuliers doit être certifiée véritable si l'attestation, le certificat est destiné à être produit soit à une administration publique, soit à une administration privée ou même à la justice. Dans ces divers cas, les commissaires de police sont certai-

nement compétents pour attester les signatures apposées au bas des actes dont s'agit. Leur attestation est une mesure d'ordre, une garantie contre les falsifications de signatures qui se produisent en pareilles circonstances.

D'ailleurs, les commissaires de police ne doivent donner ces attestations que pour des signatures connues ou apposées en leur présence. Ils pourront encore faire attester la signature par deux témoins dont ils certifieront eux-mêmes les signatures.

Quel est l'effet de cette attestation ?

Les commissaires de police ne sont pas appelés à légaliser les signatures dans le sens strict du mot.

La loi a en effet accordé à certains fonctionnaires la fonction de légaliser, mais à côté de cette légalisation, l'usage a établi pour certaines écritures privées une formalité analogue à celle de la légalisation et qui n'est autre qu'une certification de signatures.

Cette simple attestation n'étant pas ordonnée par la loi, n'ajoute rien aux actes et on ne peut pas dire qu'elle légalise, c'est-à-dire qu'elle complète ce qui a sans elle sa pleine existence. Sa portée est restreinte.

Le fonctionnaire public qui appose sa signature ne fait qu'attester que la signature est véritable.

La formule à adopter est celle-ci : Vu pour la certification *matérielle* de la signature du sieur X...; l'instruction du 12 décembre 1871 veut que le mot *matérielle* soit souligné pour frapper l'attention.

L'instruction du préfet de police du 27 février 1847 donne des directives aux commissaires de police pour l'attestation des signatures. On leur recommande d'être circonspect dans leurs visas, de ne pas favoriser les agents d'affaires, de ne pas certifier les signatures des directeurs des Sociétés tontinières, etc.; de faire apposer leurs signatures en leur présence ou du moins d'attester la signature de deux témoins, apposée devant eux, qui, à leur tour,

auraient certifié la signature du particulier qui aurait eu besoin d'avoir sa signature légalisée.

La signature d'une personne décédée est-elle susceptible d'être légalisée ?

Merlin (*Rép. de Jurisprudence, verbo légalisation*) répond affirmativement, à la condition que la signature soit connue par tradition ou autrement.

Le *Dictionnaire* de Dalloz (*verbo légalisation*) porte à ce sujet : La légalisation peut s'appliquer à la signature d'une personne décédée comme à celle d'une personne vivante, sauf à celui qui la donne à prendre des précautions plus minutieuses que le signataire était vivant.

FRAIS

Les légalisations doivent en principe se faire gratuitement. Cette prescription se trouve dans l'article 11 de la loi du 6 mars 1791. Toutefois, en ce qui concerne celles données dans les chancelleries des consulats, un droit établi par d'anciennes ordonnances et dont la légalité semble avoir été contestée, fut régularisé par la loi du 28 juin 1833 qui autorisa la perception des droits de chancellerie et de consulat perçus en vertu de tarifs existants.

Le greffier du tribunal de première instance est autorisé à percevoir 0 fr. 25 pour chaque légalisation. Aucune rétribution n'est due si l'acte, la copie, l'extrait légalisé sont dispensés du timbre (loi 11 ventôse an VIII, art. 14; décr. 2 mai 1861, art. 3).

Aucun droit n'est perçu pour la légalisation par les fonctionnaires des signatures de leurs subordonnés.

Comment se fait matériellement la légalisation ?

Elle se met à la fois à la fin de l'acte ou en marge. A

ce sujet, un avis du Conseil d'Etat du 10 janvier 1850 s'exprime de la façon suivante à l'égard des actes destinés à être produits à l'étranger.

Les actes envoyés en pays étrangers sont ordinairement légalisés par plusieurs autorités. Mais il arrive parfois que faute d'espace suffisant pour apposer ces légalisations, on soit forcé de les écrire dans le corps même des actes, ce qui les dénature, ou sur une allonge ajoutée après coup, qui peut facilement être distraite ou égarée.

Pour prévenir ces inconvénients si préjudiciables aux parties, le ministre de la Justice et le ministre des Affaires étrangères ont arrêté que la formalité de la légalisation ne serait remplie dans les départements respectifs qu'autant qu'elle pourrait facilement être opérée en marge ou à la suite des actes soumis à cette formalité.

Les fonctionnaires qui légalisent doivent inscrire la formule : « Vu pour légalisation des signatures apposées ci-dessus », et la formule doit rappeler tous les noms des signataires, de telle sorte qu'il soit impossible d'en augmenter le nombre.

Ils apposent leur sceau. — Claude-Joseph de la Ferrière, dans son *Dictionnaire de droit* de 1740, disait que la légalisation était un certificat donné par autorité de justice ou par personne publique et confirmée par l'attestation, la signature et le « sceau » de celui qui la donne.

Actuellement, les maires, comme d'ailleurs tous les fonctionnaires, apposent leur sceau. Cette formalité n'a rien d'essentiel, assurément, mais elle constitue une sage précaution, puisqu'elle est de nature à prévenir les fraudes; elle ajoute d'ailleurs un caractère d'authenticité de l'attestation.

AGRÉÉS

Les pouvoirs fournis par les mandataires des parties devant les tribunaux de commerce doivent-ils être légalisés ?

Jusqu'à ces derniers temps, tous les pouvoirs devaient être légalisés, sauf ceux des agréés.

Par délibération du tribunal de commerce du 27 août 1830, le greffier ayant refusé de recevoir une cause, laquelle était présentée par un sieur V... muni d'un pouvoir non légalisé, le tribunal jugea que si la jurisprudence du tribunal était de n'admettre que des fondés de pouvoir porteurs des dits pouvoirs dûment légalisés, cette mesure avait pour but de prévenir la fraude et les abus qui pourraient s'introduire, qu'il n'y avait pas monopole puisque chacun a le droit de venir se défendre, qu'en toute circonstance le tribunal s'était montré ennemi des privilèges illégaux, que cependant il ne lui appartenait pas de réformer un usage dont jusqu'à présent la sagesse avait été reconnue.

Le Conseil d'administration du ministère de la Justice, dans sa séance du 6 octobre 1830, décide que la formalité de la légalisation de pouvoir exigée par le tribunal de commerce de la part de tout mandataire non agréé, continuera à être exécutée comme par le passé et donne raison au tribunal de commerce de la Seine.

Deux délibérations du tribunal de commerce de Bordeaux, l'une du 13 mars 1839, l'autre du 16 juillet 1874, décrètent la légalisation pour tout défenseur non agréé. Ces délibérations sont d'ailleurs illégales; un tribunal ne pouvant pas prononcer par voix de disposition générale et réglementaire. Et même un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} mars 1883 (Dalloz 1883. 1. 441) déclare que les tribunaux ont le droit d'exiger la légalisation de pouvoirs

donnés par les parties aux mandataires à la condition de ne point prescrire cette formalité sous la forme d'un règlement.

Les efforts des mandataires au tribunal de commerce autres que les agréés pour faire supprimer la formalité obligatoire pour eux de la légalisation de leurs pouvoirs, ont été couronnés de succès. Au mois d'octobre 1913, un arrêt de la Cour de Paris les a autorisés à présenter des pouvoirs non légalisés. Malgré mes recherches, il m'a été impossible de retrouver la date de cet arrêt.

Tous les pouvoirs des mandataires des parties devant les tribunaux de commerce, quels qu'ils soient, n'ont donc plus besoin maintenant d'être légalisés.

Nous avons conclu que les maires devaient légaliser après simple examen de l'authenticité des signatures, celles des particuliers apposées sur des actes, lorsqu'une loi ou un règlement leur ordonnaient de le faire, actes d'intérêt plus ou moins général; mais nous avons dit aussi que pour les actes sous seings privés constatant des accords entre les parties soussignées, le maire pouvait à son choix refuser ou accepter la légalisation.

RESPONSABILITÉ DU MAIRE

Qu'arrive-t-il donc quand le maire refuse de légaliser ? Est-il responsable ? Lorsqu'il accepte, peut-il être poursuivi pour dommages causés par le fait de la légalisation ? S'il est poursuivi, devant quelle juridiction comparaitra-t-il ? Autant de questions qu'il importe de résoudre.

Et en premier lieu, quelle est la responsabilité du maire qui légalise ?

Le maire qui légalise n'attestant que la sincérité de la signature ne peut être légalement responsable de la teneur de l'acte. Mais sa responsabilité serait engagée si la signa-

ture incriminée était l'œuvre d'un faussaire. Un jugement du tribunal civil de Bordeaux, confirmé par un arrêt de la Cour de cassation du 11 juillet 1876, rapporté au Dalloz 1877, 1^{re} partie, page 25, a rendu un adjoint au maire responsable du préjudice causé par une signature légalisée à tort. Il s'agissait d'une fausse signature apposée sur une procuration donnée en vue d'une aliénation de rente sur l'Etat (l'adjoint fut actionné par la partie lésée en dommages-intérêts). « Attendu que Duban, adjoint au maire, a imprudemment légalisé une fausse signature et que cette légalisation imprudente a concouru à occasionner le dommage éprouvé... puisque sans cette légalisation, le dommage éprouvé n'aurait pas eu lieu. Mais attendu qu'il est juste de tenir compte de ce que la légalisation de signature est un acte purement gracieux de la part du maire. » Le préjudice causé personnellement par l'adjoint a été évalué au cinquième du dommage total au même titre que les quatre auteurs directs du dommage éprouvé.

Autre cas rapporté par la *Gazette des Tribunaux* du 4 novembre 1828 (Jugement du tribunal de Nantes, 31 juillet 1828). — Le maire d'une commune des environs d'Angers légalise la signature d'une dame B... portant pouvoir à son mari d'hypothéquer ses immeubles à seule fin de souscrire une obligation de 6.000 francs en faveur d'un sieur C... — La signature donnée au bas de la procuration de la dame B... fut, après expertise, reconnue fausse. Le maire fut condamné par jugement du tribunal civil de Nantes du 31 juillet 1828 à la garantie de l'obligation hypothécaire.

De même, le maire peut être déclaré responsable lorsqu'il refuse de légaliser une signature, ou lorsqu'il légalise, mais en mettant des réserves à cette légalisation. On assimile au refus par le maire de légaliser une signature le fait de certifier véritable des signatures en ne voulant prendre aucune responsabilité des certifications données.

Cette légalisation, dit M. Demogue (*Revue de droit civil*, 1917, p. 432), n'est plus que l'œuvre des témoins comparants, sur l'attestation desquels le maire est intervenu. Elle n'a plus que l'importance d'une sorte d'enregistrement et l'agent de change qui se fierait à une pareille certification vague, pour certifier l'identité du propriétaire de titres nominatifs de rente sur l'Etat à aliéner, la vérité de la signature et des pièces produites, commettrait une faute.

Cette opinion était très rationnelle.

Il est certain que le maire ne prend pas la responsabilité de sa légalisation lorsqu'il en fait supporter le poids par des témoins.

Ces derniers pourraient cependant être condamnés.

C'est ce qui a été décidé par un jugement du 13 février 1919 (*Droit financier*, 1919, p. 86, affaire Brisset).

Dans cette espèce, le maire de Colombes avait certifié sous réserve de la responsabilité des témoins. Ceux-ci ont été condamnés, et le maire mis hors de cause.

TRIBUNAL COMPÉTENT

Quel est le tribunal compétent pour juger le préjudice causé par le maire en légalisant les signatures ? Disons de suite que ce n'est pas le juge de paix. Un jugement du tribunal de paix de Sarlat, rapporté dans Sirey 1879, 2^e partie, page 302, à propos du refus par un maire de légaliser les signatures de pétitionnaires, déclare que le maire de Sarlat a agi non en qualité d'officier de police judiciaire, mais en qualité de délégué de l'autorité supérieure chargée à ce titre d'assurer l'exécution des lois et notamment dans l'espèce actuelle, d'assurer aux demandeurs l'exercice du droit de pétition consacré par toutes les constitutions, etc...; que dans cette situation, il appartient aux tribunaux administratifs seuls de décider.

De ce jugement, il résulte que le juge de paix est incompétent pour juger les préjudices causés pour légalisation de signature ou refus de légalisation par le maire. Mais ce soin appartient-il aux tribunaux administratifs, comme semblerait le faire croire un jugement ci-dessous rapporté ?

D'après un jugement du tribunal de Montmorillon du 30 juin 1879, rapporté au Dalloz 1879, 2^e partie, p. 301, l'autorité judiciaire est compétente pour connaître d'une action ou dommages-intérêts motivée par le refus d'un maire de légaliser les signatures mises au bas d'une pétition, le maire agit en pareil cas, non pas comme représentant du pouvoir central, mais comme administrateur de la commune. En effet, d'après les attendus de ce jugement, le maire est parfois agent du pouvoir central et comme tel justiciable des tribunaux administratifs, mais le maire agissant comme officier de l'état civil, tuteur des intérêts de ses administrés, officier de police judiciaire, officier public ou enfin à titre de juge de police, est justiciable des tribunaux judiciaires.

Dans cette espèce, on remarquera qu'il s'agit d'une pétition aux chambres, c'est-à-dire de l'exercice de droits formellement reconnus à tous les citoyens français par des lois, que l'exercice de ce droit est formellement subordonné à la légalisation de la signature des pétitionnaires, que d'après les principes déjà entrevus, le maire ne peut que vérifier dans ce cas l'authenticité des signatures et, si celles-ci sont exactes, doit légaliser. Nous contestons formellement les conclusions de ce jugement si le droit de pétition aux chambres est un droit formellement reconnu aux intéressés par une loi, on doit, adoptant les attendus des juges ci-dessus relatés, admettre que seuls les tribunaux administratifs sont compétents puisque le maire agit comme agent du pouvoir central. D'ailleurs, les conclusions du tribunal de Montmorillon n'ont pas pré-

valu devant le tribunal des conflits. Ce tribunal a admis que les tribunaux civils n'étaient compétents que pour statuer sur les demandes en dommages-intérêts formés contre les fonctionnaires publics pour fautes personnelles et non pour fautes administratives.

D'après un arrêt du 8 décembre 1879 rendu par la Cour de Rennes et rapporté au Dalloz 1880, 2^e partie, page 201, le maire, en refusant la légalisation d'une signature, agit dans l'exercice de ses fonctions administratives. Les considérants de l'arrêt sont intéressants à connaître. Après quelques mots sur le principe de séparation des pouvoirs suivent les motifs intéressants de l'arrêt.

Considérant que par application de ces principes et lorsqu'un fonctionnaire est actionné devant la juridiction ordinaire pour des faits accomplis dans l'exercice de ses fonctions, le juge a le droit et le devoir de rechercher si ces faits émanent de l'initiative privée de l'homme, abstraction faite de sa qualité d'agent du gouvernement, auquel cas ils ne peuvent avoir que le caractère d'actes personnels dont les tribunaux ordinaires peuvent connaître, ou si au contraire ces faits, alors même qu'ils seraient abusifs et dommageables pour des tiers, sont intimement liés à l'exercice de la fonction; s'ils rentrent dans l'ordre des devoirs du fonctionnaire agissant sous le contrôle et l'autorité de ses chefs hiérarchiques et s'ils constituent dès lors des actes administratifs de la compétence et de la juridiction administrative qui seule a le droit de les apprécier; considérant que, en matière de légalisation des signatures, le maire agit sous l'autorité de l'administration supérieure qui a le droit de donner à ce sujet des instructions auxquelles il est de son devoir de se conformer.

Considérant que dans ces conditions, une légalisation donnée par un maire est un acte accompli en vertu de la loi par un fonctionnaire de l'ordre administratif et qui intéresse essentiellement l'intérêt collectif et général; qu'il

rentre dans le cercle de ses attributions non comme officier de l'état civil ou de police judiciaire, mais comme agent du gouvernement qu'il représente dans sa commune.

Il ressort de cet arrêt que l'acte de légalisation est considéré là comme un acte administratif, mais que si le maire a commis une faute personnelle, il est justiciable des tribunaux de l'ordre judiciaire.

Quelles sont les opinions des auteurs sur la distinction entre la faute de service et la faute personnelle ? (M. Duguit, 1918, 2^e partie, p. 2; Dalloz.)

Pour qu'un fonctionnaire administratif puisse être déclaré responsable pécuniairement envers un particulier, il faut qu'il ait commis une faute personnelle; s'il n'y a qu'une faute de fonction, il peut y avoir responsabilité de l'administration mais non du fonctionnaire.

La faute suppose un acte contraire à la règle de droit *une injuria*, c'est-à-dire la violation d'un devoir imposé par le droit objectif à un individu déterminé. La faute n'implique pas nécessairement l'intention de nuire. Si le cas existe, la faute est alors plus grave, mais pour qu'elle entraîne responsabilité, cette intention n'est pas nécessaire. Les civilistes expriment cette distinction en parlant de la faute délictuelle et de la faute quasi-délictuelle.

Pour déterminer le préjudice subi, il faut appliquer le droit commun; la réparation est due : qu'il y ait un préjudice pécuniaire proprement dit, c'est-à-dire une atteinte portée au patrimoine du particulier, ou qu'il y ait un dommage causé soit à la personne physique, soit à la personne morale d'un administré, critérium qui permette de distinguer les deux faits.

Laferrière écrit : Si l'acte dommageable est impersonnel, s'il révèle un administrateur plus ou moins sujet à erreur et non l'homme avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences, l'acte reste administratif et ne peut entraîner la responsabilité personnelle du fonctionnaire.

D'après M. Jèze, il faut distinguer deux hypothèses de fautes personnelles. D'abord la faute révèle une intention mauvaise, puis *secundo* il y a une faute lourde lorsque l'agent s'est trompé grossièrement sur l'appréciation des faits ou sur l'étendue de ses pouvoirs et lorsqu'il a violé une loi pénale.

D'après M. Hauriou, cette distinction ne résoud point le problème. Le fonctionnaire peut être responsable sans que sa faute puisse être qualifiée de lourde, quand de fait ni d'intention il n'est sorti du domaine administratif, et finalement il faut s'en tenir à la définition de Laferrière ci-dessus indiquée.

Appliquons cette distinction de la faute personnelle et de la faute de service à notre sujet. — Examinons d'abord le cas de faute *lorsque la légalisation est ordonnée par une loi ou un règlement*.

Si un maire a légalisé à tort une signature, en ne prenant pas les précautions nécessaires lui permettant d'être certain de l'authenticité de celle-ci, précautions recommandées par la circulaire du 11 octobre 1824, il aura commis une faute personnelle et il pourra être actionné par la partie lésée personnellement devant les tribunaux judiciaires. S'il est coupable d'une faute de service, il pourra être actionné devant les tribunaux administratifs.

S'il a refusé de légaliser une signature, alors qu'une loi ou un règlement lui ordonnaient cette formalité, la partie lésée aura un recours, qu'il y ait refus par initiative personnelle du maire (faute personnelle), ou errement défectueux de l'administration (faute de service), devant le préfet qui pourra procéder d'office à cette formalité par lui-même ou par un délégué spécial. Il est rapporté au Dalloz 1869, 3^e partie, page 14, en matière similaire, qu'un maire ayant refusé au sieur Dunaigre un certificat de bonnes vie et mœurs; sur la plainte de celui-ci, le sous-préfet de Brive agissant en vertu d'une délégation du pré-

fet de la Corrèze le lui avait accordé; et si le préfet refuse de légaliser ou de nommer un délégué pour ce faire, la partie pourra s'adresser au ministre qui pourra ordonner au maire par l'intermédiaire du préfet de procéder à cette légalisation.

D'après Béquet (*Répertoire, verbo légalisation*), les maires agissent dans ce cas comme représentant du pouvoir exécutif par suite sous le contrôle du préfet et du ministre de l'Intérieur : ils sont donc astreints à se conformer aux instructions qu'ils reçoivent à ce sujet.

Si la décision du ministre ne satisfait pas l'intéressé, il intentera un recours au Conseil d'Etat *et l'Etat sera responsable*.

Notons que s'il y a faute personnelle du maire, l'intéressé peut toujours, comme nous l'avons dit, assigner le maire personnellement devant les tribunaux de l'ordre judiciaire.

Dans tous les cas de faute administrative, indépendamment des recours dont il vient d'être question, la partie lésée pourra intenter une action en dommages-intérêts devant le Conseil d'Etat, ce tribunal étant juge de droit commun (*Dalloz pratique*, 1912, *verbo* Conseil d'Etat, n° 539 et suiv.). Le Conseil de préfecture ne sera pas compétent, le tribunal étant tribunal d'exception et aucune loi ne lui accordant la connaissance de ces litiges.

Enfin, une autre voie de recours est ouverte à la partie lésée : le recours pour excès de pouvoir. L'arrêt du Conseil d'Etat du 16 janvier 1914 annule une décision du maire de Vouzilly refusant de légaliser une signature, quoique la légalisation ait été ordonnée par un règlement administratif.

« Considérant que l'instruction générale des postes (art. 693) laisse la faculté aux particuliers de donner procuration sous seing privé à des tiers pour recevoir des objets chargés ou recommandés à la place du destinataire

à la condition de faire légaliser par le maire ou le commissaire de police la signature qu'ils doivent apposer au bas de l'acte dont la formule leur est délivrée par l'administration;

« Considérant que, en refusant en dehors de tout motif tiré d'une incertitude sur l'authenticité des signatures de légaliser les procurations données par les requérants habitants de la commune de Vouzilly en vue de satisfaire aux exigences du service postal, le maire de Vouzilly a refusé d'accomplir un acte de sa fonction et commis un excès de pouvoir, etc. » Dans tous les cas de faute administrative ou d'intervention d'agent de l'Etat, l'Etat sera responsable.

Lorsqu'un acte sous seing privé, d'intérêt exclusivement privé, est présenté au maire pour qu'il le légalise, alors qu'aucune loi ou aucun règlement ne lui ordonnait de le faire, le champ d'action de celui-ci est beaucoup plus vaste puisqu'il peut à son choix accepter ou refuser de légaliser, et qu'aucune autorité, même pas le préfet, ne peut l'y obliger.

D'après le tribunal civil de Clermont (jugement du 27 décembre 1921, *Droit financier*, 1922, p. 121), on ne peut faire grief à un magistrat municipal de ne pas employer les formes prescrites pour les légalisations de signature par les circulaires ministérielles lorsqu'il s'agit non de légalisations prévues par la loi et constituant un acte obligatoire de sa fonction, mais d'une certification constituant un acte purement gracieux et facultatif s'il a par ailleurs la conviction morale de l'authenticité des signatures qu'il certifie, le maire a le droit de refuser de légaliser une signature et ne peut pas être inquiété de ce chef. D'ailleurs, il ne faut pas exagérer le préjudice causé par ce refus de légalisation, puisque l'acte pourra être utilisé quand même, tandis en ce qui concerne un acte pour lequel la loi veut une légalisation obligatoire, si cette formalité n'est pas observée, l'acte ne pourra pas être utilisé.

On ne pourrait, à mon avis, exercer une action contre le maire personnellement que dans le cas où son refus de légalisation aurait eu pour motif le désir de nuire et naturellement la preuve de cette mauvaise volonté du maire incomberait au demandeur.

S'il a causé un préjudice en légalisant, s'il a légalisé une fausse signature; parce qu'il n'est pas obligé d'accomplir cet acte, la Cour d'Agen, dans un arrêt du 17 juillet 1839 (D. 96.1.572), voit une aggravation de responsabilité dans le fait que l'acte n'est pas imposé au maire. Dans ce cas, le maire sera toujours responsable personnellement puisque rien ne l'obligeait à légaliser (même arrêt), mais à notre avis il n'y a pas aggravation de responsabilité dans ce cas, au contraire.

Rien dans notre Code ne permet de soutenir cette thèse, et un arrêt de la Cour de cassation du 11 juillet 1876, rapporté au Dalloz 1877. 1. 25 déjà cité, spécifiait que la légalisation dans ce cas était un acte purement gracieux de la part du maire. Aussi, dans ce cas, l'adjoint au maire n'a été condamné qu'au cinquième du dommage causé.

Utilité. — Ayant exposé la nature des actes pour lesquels la formalité de la légalisation peut être demandée et les fonctionnaires qui sont chargés de ce soin, il serait utile de rechercher l'utilité de cette formalité.

Un avis du Conseil d'Etat du 11 avril 1833 relaté par Morgand (*De la légalisation des signatures par les Maires*, Mélanges), porte que diverses dispositions législatives ou réglementaires ont prescrit la légalisation dans certains cas déterminés qui peuvent être étendus par l'administration, en ce qui la concerne, comme elle le juge convenable. Qu'indépendamment de ces cas, il en est beaucoup d'autres où cette légalisation peut produire des résultats avantageux en épargnant aux parties les frais ou les retards qu'entraînerait un acte authentique. Mais que leur nombre et variété ne permettent pas de tracer aux maires une règle

générale à suivre pour distinguer les actes qu'ils doivent, de ceux qu'ils ne doivent pas légaliser... »

Il est facile de réfuter cet avis, un acte sous seing privé légalisé n'équivaut nullement à un acte authentique; si on voulait l'utiliser, la personne à laquelle on l'oppose pourrait parfaitement le dénier et le demandeur serait obligé d'avoir recours à une procédure de vérification d'écriture tout comme s'il n'était pas légalisé.

D'après deux arrêts dont nous allons rapporter les attendus, le défaut de légalisation ne constitue pas un cas de nullité de l'acte sur lequel elle n'a pas été apposée, mais tout au plus un prétexte permettant à l'adversaire *de faire surseoir* à l'exécution de cet acte pour vérifier les signatures suspectes. Le défaut de légalisation ne nuit à l'authenticité ni encore moins à la validité de l'acte (Roland de Villargues, *Dictionnaire, verbo légalisation*).

Voici un arrêt de la Cour d'Orléans du 9 février 1900, rapporté au Dalloz 1902. 2. 416. Considérant qu'à tort les premiers juges ont déclaré la demande non recevable par la raison que X... n'établissait leur identité que par la production de pièces de langue anglaise dépourvues d'authenticité parce que les dites pièces n'étaient pas revêtues de la légalisation du consul de France et du ministre des Affaires étrangères, qu'il est de principe que la légalisation d'un acte n'est pas constitutive de son authenticité. qu'elle n'en est que la preuve, que le défaut de cette formalité peut autoriser le juge à surseoir à l'exécution de l'acte qui lui est présenté, mais ne lui donne pas le droit de déclarer une demande non recevable. Il faut donc retenir que la légalisation d'un acte sert de preuve, mais n'est pas constitutive de son authenticité.

Dans le même sens et également intéressant : arrêt rapporté par Merlin (*Dictionnaire, verbo légalisation*). Le défaut de légalisation d'un acte notarié, lorsqu'on s'en sert hors du ressort qu'il a reçu ou qu'on a délivré expédition

emporte-t-il nullité des poursuites faites pour l'exécution de cet acte ? Non, parce que l'article 28 de la loi du 25 ventôse an XI dit bien que dans le cas dont il s'agit, les actes notariés seront légalisés, mais n'ajoute pas qu'à défaut de cette formalité, ils cesseront d'être authentiques et encore moins que les poursuites faites pour leur exécution seront nulles. La formalité de la légalisation n'est pas exigée à peine de nullité.

Le défaut de légalisation peut seulement autoriser le juge à surseoir à l'exécution de l'acte qui lui est présenté jusqu'à ce que les signatures soient vérifiées, mais si l'authenticité de l'acte est établie par un autre moyen, l'exécution de celui-ci doit être immédiatement ordonnée.

Il y a discussion sur le point de savoir si les actes passés à l'étranger ne font foi en France que s'ils sont légalisés.

Un arrêt de la Cour de Nancy du 15 mars 1874 décide qu'une expédition d'un acte de vente passé en Belgique, encore qu'elle ne soit pas légalisée par les autorités consulaires françaises, peut être transcrite en France.

Dans cette espèce, il n'y avait même pas lieu pour le tribunal, d'accorder un sursis pour vérifier la véracité ou la fausseté de la signature. La demanderesse ne l'exigeant pas et demandant simplement la nullité de la transcription que le tribunal ne lui a d'ailleurs pas accordée.

En sens contraire, un arrêt de la Cour de Colmar du 1^{er} avril 1862, rapporté au Dalloz 1863. 2. 159, juge que les actes passés en pays étrangers où il y a des consuls français, ne font foi en France qu'autant qu'ils ont été légalisés par les consuls. Nous admettons les conclusions de cet arrêt.

Il est rapporté au *Journal officiel* du 28 juillet 1871 les déclarations de M. Baze, député : une pétition avait été

transmise à la Chambre des députés, signée de M. l'abbé Duport, non légalisée, par laquelle celui-ci demandait qu'on retirât à la vicomtesse de Martignac une pension de 6.000 francs dont elle jouissait. Après examen, on reconnut que l'abbé Duport n'avait signé aucune pétition et que sa signature était fausse. M. Baze, député, fit alors les remarques suivantes : je dois dire que la pétition qui portait des signatures fausses n'était revêtue d'aucune légalisation. Et ce serait un motif pour l'assemblée d'insister sur l'exécution d'un article de son règlement qui prescrit que les pétitions doivent être signées, ce qui veut dire évidemment qu'elles doivent porter des signatures vraies et vérifiées.

Il résulte de ces divers arrêts que la légalisation est considérée comme servant de preuve aux actes sur lesquels les signatures sont apposées, augmente la valeur probatoire de ces actes, donne dans le cas où elle n'aurait pas été faite la permission de surseoir à l'acte pour vérifier de l'authenticité de la signature, est nécessaire pour les actes passés en pays étrangers et utilisés en France.

M. Morgand, dans son opuscule déjà cité, se demande quel est l'avantage et l'utilité de la légalisation; il suffirait, dit-il, pour répondre à cette question, de montrer le nombre d'actes pour lesquels on recourt à cette formalité. Sans doute, les parties ne la trouvent pas inutile, puisqu'elles la réclament. A Paris, d'après cet auteur, le nombre des pièces dont les signatures sont ainsi certifiées s'élèvent à plus de 3.000.

Denisart (*Dictionnaire, verbo légalisation*) estimait que celles-ci n'étaient que des précautions fictives, il avouait qu'elles ne remplissaient pas tout à fait le but qu'on s'était proposé en les instituant; puisque ceux auxquels des actes légalisés étaient présentés ne connaissaient ordinairement pas plus la signature du magistrat qui légalisait, que la signature de celui qui souscrivait l'acte légalisé.

A notre tour, apprécions cette formalité de la légalisation, en laissant de côté les certifications de signatures par les agents de change, car, comme nous l'avons dit, ces certifications, formalité essentielle des transferts de rentes, n'ont pas le même caractère que les légalisations, formalité accessoire.

La légalisation est-elle une institution utile ?

Un président de tribunal légalise la signature d'un notaire pour permettre l'exécution de l'acte notarié hors du ressort où exerce cet officier ministériel ou hors du département selon les cas.

Pourquoi faut-il une signature supplémentaire lorsque l'acte notarié doit être exécuté hors du ressort ou du département ? A mon avis, il n'y a à cela aucune raison. Il serait fort souhaitable que dans un but de simplification cette formalité inutile soit abandonnée.

Nous avons étudié aussi la légalisation par le maire d'actes de toutes sortes que la loi n'admet que revêtus de cette formalité ou pour lesquels elle donne pleine latitude au maire d'accepter ou de refuser la légalisation. Que vaut cette formalité ?

Remarquons que la plupart du temps, dans les grandes villes tout au moins, cette signature des maires est donnée d'une façon qui laisse beaucoup à désirer.

Les maires ne peuvent pas connaître tous leurs administrés. Aussi, souvent, ils font certifier la signature à légaliser par des témoins qui ne sont la plupart du temps que des employés complaisants ne connaissant rien de la personne dont ils vont certifier la signature.

Bien mieux, souvent les maires font apposer leurs griffes par un secrétaire. On peut objecter que dans ce cas si le maire se trompe, s'il certifie une signature fausse, s'il encourage un faux, il pourra être poursuivi et condamné, ce qui lui est arrivé souvent.

Dans le cas où le maire est obligé par une loi de léga-

liser et lorsqu'il a commis une faute de service, l'Etat sera responsable. Dans tous les autres cas, faute personnelle du maire en cas de légalisation ordonnée par une loi, faute personnelle dans le cas où rien n'oblige le maire à légaliser, celui-ci pourra être poursuivi personnellement et condamné.

Evidemment, on risque de poursuivre un maire insolvable — le cas doit être rare — les maires ayant toujours une certaine surface.

Malgré cet avantage d'avoir toujours un répondant au cas de refus de légalisation ou de légalisation donnée à tort — répondant qu'il ne faut pas hésiter à poursuivre dans les cas déjà indiqués — nous estimons que d'une part les espèces où la légalisation du maire peut être demandée devraient être toutes indiquées par des lois ou des règlements. On ne devrait demander la certification du maire que pour des matières importantes soigneusement énumérées.

D'autre part, nous constatons que, actuellement, sans raison, n'importe qui peut demander une pièce quelconque revêtue de signatures légalisées sans qu'on sache d'une façon précise quels avantages en seront retirés. Pour des motifs inconnus, n'importe qui peut être obligé d'aller perdre un temps considérable à la mairie pour demander le visa du maire pour une pièce quelconque.

Cet abus doit cesser. Il faut, comme nous l'avons dit, que les cas où la légalisation peut être demandée soient soigneusement réglementés.

Il y aura, pour finir cette étude, à signaler un cas où les signatures devront toujours être légalisées; les actes et les jugements provenant de l'étranger devront toujours être revêtus de cette formalité, mais nous sommes d'avis que, en ce qui concerne les jugements qui doivent être revêtus de l'exequatur, cette formalité soit accordée sans

que le fond en soit examiné; que le droit commun en ces matières consiste à appliquer à toutes les puissances les quelques accords diplomatiques déjà passés.

Vu : le Président de la thèse,
DEMOGUE

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

- Guyot*. — Dictionnaire verbo-légalisation.
Merlin. — Id.
Pothier. — Traité de procédure civile.
Dalloz. — Répertoire pratique de législation de doctrine et de jurisprudence verbo-certificats de propriété, certificats de vie, légalisation.
Guyot. — Dictionnaire verbo-légalisation.
Merlin. — Id.
Cruchon. — Des légalisations des actes privés et spécialement des procurations pour plaider devant certains tribunaux de commerce.
Morgand. — Mélanges de la légalisation des signatures par les maires.
Glasson et Colmet, Daage. — Manuel.
Brissaud. — Histoire du droit français et Histoire du droit privé.
Hauriou. — Précis de droit administratif et de droit public.
Tambour. — Voies d'exécution, t. II, p. 173.
Béquet. — Répertoire du droit administratif.
Denisart. — Dictionnaire.
Rolland de Villargues. — Dictionnaire.
Thubeuf. — De la signature des actes extra-judiciaires. Thèse Paris, 1894.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION ET HISTORIQUE.	5
Etude de la législation : des actes notariés.	8
des certificats de vie.	12
des certificats de propriété.	14
des jugements.	15
des actes reçus à l'étranger destinés à être utilisés en France.	22
des actes passés en France destinés à être utilisés à l'étranger.	22
des actes d'état civil.	23
Légalisation par les trésoriers payeurs généraux, les recteurs d'académie, les préfets, les sous-préfets.	24
Certification de signatures par les agents de change	25
Légalisation des actes sous seings privés par les maires.	35
Légalisation des mêmes par les commissaires de police.	45
Frais de légalisation.	47
Place.	48
Pouvoirs des mandataires pour représenter au tribunal de commerce.	49
Responsabilité du maire.	50
Tribunal compétent pour juger les refus de légalisation ou les préjudices causés par l'exécution de cette formalité.	52
Utilité de cette formalité.	59
Conclusion.	63

